

SOMMAIRE

1.	INTRODUCTION.....	4
2.	LA BASE DE DONNÉES ARCHIDOC	5
2.1.	Contexte.....	5
2.2.	Présentation et évaluation critique	7
2.3.	Comparaison de la couverture géographique d'ARCHIDOC avec celle de MERIMEE	19
2.4.	Conclusions et suggestions d'améliorations	21
3.	LA BASE DE DONNÉES ARCHIRES.....	24
3.1.	Contexte.....	24
3.2.	Présentation et évaluation critique	28
3.3.	Conclusions et suggestions d'améliorations	42
4.	ANNEXES.....	46
4.1.	Annexe 1 : tableau comparatif des base ARCHIRES, AVERY, APId et BODIL.....	47
4.2.	Annexe 2 : comparaison des notices d'ARCHIRES, API et AVERY pour 5 mêmes articles de périodiques	53
4.3.	Annexe 3 : notices d'ARCHIRES, API et AVERY pour 5 mêmes articles de périodiques	54
4.4.	Annexe 4 : comparaison de la fraîcheur des données dans ARCHIRES, API et AVERY	60
4.5.	Annexe 5 : comparaison des résultats obtenus à l'issue d'une même recherche dans ARCHIRES, API et AVERY	62
4.6.	Annexe 6 : le projet ARCHI-DOC du CSTB	63

Direction de l'architecture et du patrimoine

**Sous-direction des études, de la
documentation et de l'inventaire**

**Evaluation de deux bases de données sur le
patrimoine et l'architecture**

Rapport d'étude

20/12/99

1. Introduction

La Sous-direction des Études, de la documentation et de l'inventaire a souhaité procéder à l'évaluation de deux bases de données françaises sur le patrimoine et l'architecture, et les mettre en perspective par rapport à d'autres bases de données ou sources bibliographiques françaises et étrangères couvrant le même sujet :

- ARCHIDOC est réalisée sous tutelle de la Sous-direction des Études, de la documentation et de l'inventaire essentiellement avec une participation d'étudiants. Recensant des documents relatifs aux édifices des XIX^{me} et XX^{me} siècles, elle contient aujourd'hui 70.000 notices issues du dépouillement de bibliographies, recueils d'architecture, périodiques, mais aussi sources manuscrites et iconographiques. Elle est consultable sur Internet et comptabilise environ 200 connexions par mois.
- ARCHIRES est produite par le réseau des 22 Ecoles d'architecture et l'Institut français d'architecture. Hébergée sur le serveur du CETE (Ministère de l'Équipement) de Lille, elle est consultable sur CD-ROM et en ligne. Elle compte 30.000 références parmi lesquelles des diplômes de Travaux personnels de fin d'étude (TPFE) et les articles d'une centaine de revues sur l'architecture et les disciplines connexes, dépouillés depuis une dizaine d'années.

L'objectif est tout d'abord, sans vouloir les comparer l'une à l'autre, de faire un bilan parallèle de chacune des deux bases, tant en termes de couverture, de convivialité, d'adaptation à leur public, ... qu'en termes d'organisation et de politique de production. Il s'agit ensuite, au regard des observations sur d'autres bases de données, de suggérer des améliorations et des perspectives d'évolution qui favorisent leur intégration dans les projets de la Direction de l'architecture et du patrimoine.

Le présent document est le rapport de TOSCA Consultants, présentant les résultats de cette étude. Il est complété sur les aspects ergonomiques, par une contribution de Cécile Montarnal, expert ergonomiste de la société Ergo'in, dans un document séparé.

2. La base de données ARCHIDOC

2.1. Contexte

2.1.1. Historique et contexte de création

La naissance d'ARCHIDOC s'explique dans le contexte de la gestion de la bibliographie de l'Inventaire et dans les services patrimoniaux de façon générale.

Un important gisement d'informations topobibliographiques

Il existe dans les services régionaux un gisement considérable d'informations topobibliographiques, rassemblées à l'occasion des études préalables aux enquêtes de l'Inventaire : de façon courante, les agents de l'Inventaire assurent une veille bibliographique systématique sur les édifices et objets de leur région. Ce gisement très riche mais très hétéroclite tant dans sa forme que dans ses supports sert ensuite de réservoir lorsqu'une étude démarre, généralement sur un canton. Il est alors constitué ce que l'on appelle des « dossiers verts », unités documentaires qui contiennent des documents de synthèse sur le canton, sur les communes du canton, les listes d'édifices repérés, des descriptifs d'édifices sélectionnés qui iront enrichir la base de données MERIMEE, des illustrations, et des données topobibliographiques.

Une informatisation incertaine

Dans les années 80, les DRAC ont été dotés du logiciel PSILOG de la société Jouve, qui a servi à l'informatisation de leur catalogue d'ouvrages et des fichiers topobibliographiques de certains services de l'Inventaire. D'autres services ont saisi leurs données topobibliographiques sous le logiciel documentaire TEXTO.

La naissance d'ARCHIDOC

ARCHIDOC, initialement baptisée TOPOBIB, est apparue en 1989-1990 à l'instigation de Bernard Toulhier, chargé de la cellule XIX^{me} - XX^{me} siècles à la sous-direction de l'Inventaire. Démarche parallèle et autonome par rapport à celle des services régionaux, elle a été constituée par des dépouillements de revues et de fonds d'archives effectués par l'administration centrale du Ministère grâce à des contrats passés avec des Universités. La base s'est attachée jusqu'ici à couvrir les édifices des XIX^{me} - XX^{me} siècles, dont plus d'un quart sont parisiens en raison du choix des corpus dépouillés.

La mise en ligne sur Internet et le changement de nom sont intervenus en septembre 1998.

2.1.2. Objectifs et orientations

La finalité d'ARCHIDOC reste peu claire : se limite-t-elle aux édifices parisiens des XIX^{me} - XX^{me} siècles, ou a-t-elle vocation à couvrir tous les édifices de toutes les régions à toutes les époques ? Ses centres d'intérêt sont une œuvre architecturale - ou de façon très secondaire un objet mobilier -, positionné dans un site géographique : la base répond à un objectif de repérage et de signalement d'édifices dans la philosophie de l'Inventaire, non à

un objectif de recherche purement bibliographique. D'après Bernard Toulhier, son slogan pourrait être : « Un minimum d'informations sur un maximum d'édifices ». En conséquence, elle s'interdit de produire des notices bibliographiques détaillées, et ses principaux critères d'accès sont l'édifice (ou l'objet mobilier) et le site. Elle s'interdit également de reproduire une description approfondie des édifices, objet de la base MERIMÉE. Dans cette optique, certaines notices de l'ancienne base TOPOBIB, jugées trop détaillées, ont dû être tronquées pour conserver leur cohérence avec les autres notices d'ARCHIDOC.

2.1.3. Perspectives d'évolution

Le nouveau projet d'Inventaire électronique

Le projet d'Inventaire électronique, expérimenté dans les régions de Poitou-Charentes et de Bretagne, consiste à transférer sur un support électronique les « dossiers verts » constitués pour les études d'inscription à l'Inventaire. Il regroupe plusieurs volets :

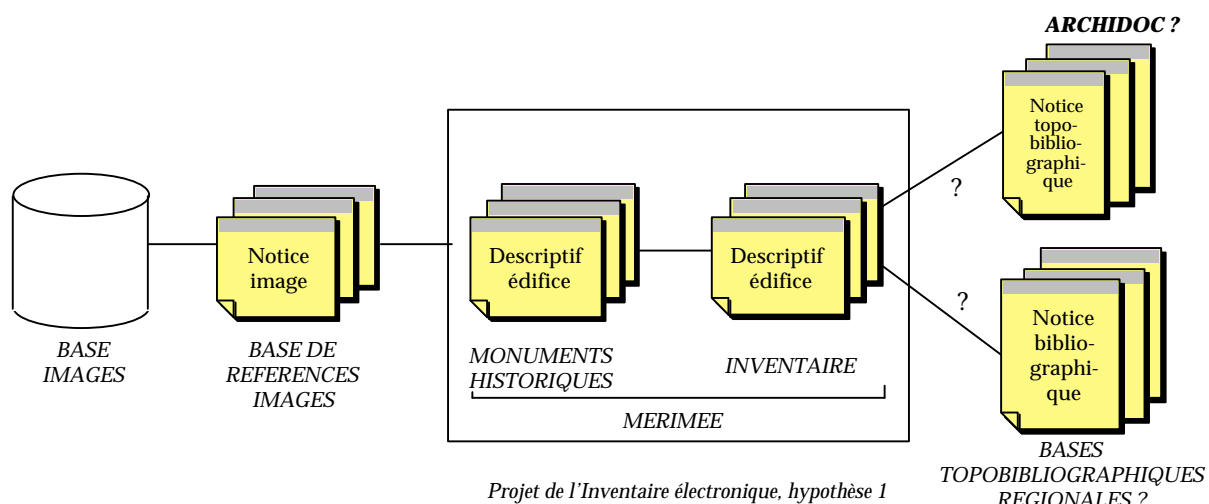
- Un volet Texte structuré, reprenant la description existant dans la base MERIMÉE¹, qui est aujourd'hui composée de deux sous-bases : la sous-base INVENTAIRE, qui recense les édifices étudiés par l'Inventaire, et la sous-base MONUMENTS HISTORIQUES, qui recense les édifices protégés. Une DTD² est en cours d'élaboration : un groupe de travail en met au point la version 3, la migration de SGML vers XML est envisagée.
- Un volet Base d'images numériques, reliées aux textes. Il s'agit de la base Illustrations dont la mise en place est achevée.
- Un volet Système d'information géographique.
- Un volet Bibliographie.

L'intégration possible d'ARCHIDOC au projet

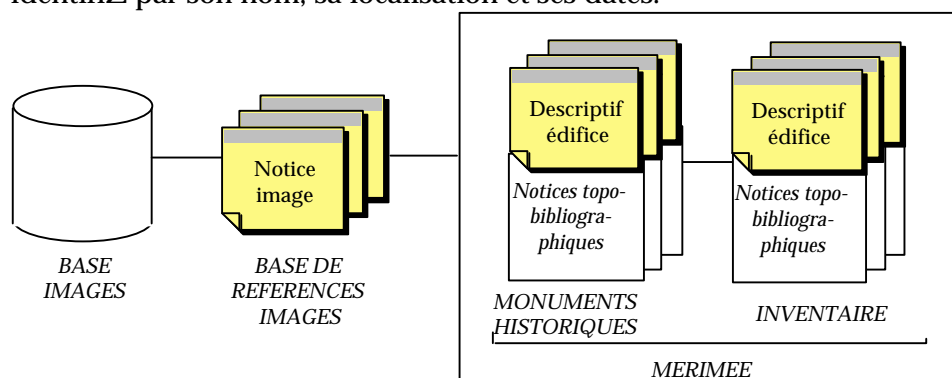
ARCHIDOC pourrait trouver sa place dans le nouveau projet, soit en tant que base de données topobibliographique distincte (*hypothèse 1* ci-dessous), soit en tant que partie de la notice Texte (*hypothèse 2*). La place de la bibliographie dans l'Inventaire électronique n'est en effet pas encore définie : doit-elle faire l'objet d'une notice distincte stockée dans une base bibliographique indépendante et liée à la notice Texte, ou doit-elle entrer dans le texte de la notice ?

¹ La base PALISSY est ici délibérément ignorée, les notices relatives aux objets étant accessoires dans ARCHIDOC.

² DTD : Définition de Type de document. Il s'agit d'un module commun de représentation des documents, fondé sur la description de leur structure selon les modalités de la norme SGML (Standard Generalized Markup Language).



En toute logique, les données communes à toutes ces bases, sorte de fiche minimale par laquelle on pourrait passer de l'une à l'autre, devraient être les données relatives à l'édifice, identifié par son nom, sa localisation et ses dates.



2.2. Présentation et évaluation critique

2.2.1. Volume et couverture

Le volume d'ARCHIDOC est aujourd'hui de 67.900 notices.

Le tableau ci-dessous récapitule les sources d'ARCHIDOC et les dates couvertes par type de document. Il s'agit de sources françaises exclusivement, rédigées (pour les textes) en langue française :

Type de document	Nombre de notices (%)	Dates extrêmes	Commentaires
Recueils d'architecture	10.500 (15%)	1850 - 1940	504 recueils parus en France et conservés dans les bibliothèques parisiennes (BN, BHVP, Bibliothèque des arts décoratifs)
Articles de périodiques	35.000 (52%), dont : 4.300	1840 - 1955	14 premiers volumes
• <i>Revue Générale de l'architecture et des travaux publics</i>			

Type de document	Nombre de notices (%)	Dates extr•mes	Commentaires
<ul style="list-style-type: none"> • <i>La Construction Lyonnaise</i> • Titres divers 	28.500 2.200 ? ³	1879 - 1914 ?	Articles de pŕiodiques signalŕs dans des bibliographies relatives ^ des Œdifices parisiens Œdifiŕs entre 1780 et 1914
Documents d'archives <ul style="list-style-type: none"> • Dossiers sur les rŕalisations des architectes dipl™mŕs du gouvernement, membres de la SADG et nŕs avant 1900 • Demandes en autorisation de bŕotir (DAB) et autres documents : <ul style="list-style-type: none"> * signalŕs dans le fichier topographique de l'Institut d'histoire de Paris * signalŕs dans le <i>Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris</i>, 1900 	7.700 (11%), dont : 7.340 } } } 350 } } }	? ?	Documents relatifs ^ des Œdifices parisiens Œdifiŕs entre 1780 et 1932
« Monographies » <ul style="list-style-type: none"> • Monographies <i>ou</i> contributions ^ des monographies • Catalogues d'expositions <i>ou</i> notices de catalogues d'exposition • Actes de congr•s <i>ou</i> contributions ^ des actes de congr•s 	6.800 (11%), dont 5.250 ? 2.300 ? 150 ?	? ? ?	Monographies signalŕs dans des bibliographies relatives ^ des Œdifices parisiens Œdifiŕs entre 1780 et 1914 Catalogues d'expositions signalŕs dans des bibliographies relatives ^ des Œdifices parisiens Œdifiŕs entre 1780 et 1914 Catalogues d'expositions signalŕs dans des bibliographies relatives ^ des Œdifices parisiens Œdifiŕs entre 1780 et 1914
Documents iconographiques <ul style="list-style-type: none"> • Illustrations de 24 revues traitant d'architecture • Illustrations de <i>AMC Architecture Mouvement Continuitŕ</i>, nŕ 11 	7.900 (12%), dont : 7.650 ? 250 ?	1841 - 1939 1986	

Dans son Œtat actuel, ARCHIDOC se caractŕise donc :

- Par la diversitŕ de ses sources,
- Par leur dispersion,
- Par l'hŕtŕogŕnitŕ des documents signalŕs : des monographies de plusieurs centaines de pages, des articles de fond, des recueils d'architecture cotoient des notices d'exposition, des entrŕes de dictionnaires et des images, pourvu que tous mentionnent ou fassent apparaŕtre un Œdifice, m•me de fa•on tr•s imprŕcise (cf. exemple de notice page suivante),

³ Les crit•res de recherche, tels qu'ils sont prŕsentŕs dans la grille ARCHIDOC, et les index, ne permettent pas de rŕpondre avec certitude aux points d'interrogation qui demeurent dans ce tableau.

- Par la discontinuité des collections prises en compte : par exemple, la revue *L'Architecture moderne* parue en 1885-1886, puis de 1909 à 1914, a fait l'objet d'un dépouillement complet sauf pour les années 1909-1911 ; la revue *Nouvelles annales de la construction* parue pendant 71 ans de 1855 à 1925 avec une interruption pendant la première guerre mondiale, a été dépouillée sur 55 années seulement,
- Et surtout par ses immenses lacunes au regard de ses objectifs, si l'on suppose que ceux-ci sont bien de faire un recensement exhaustif des édifices français : Bernard Toulier le reconnaît lui-même, on n'obtient pas de réponse à 90% des questions posées.

2.2.2. Modalités de la production

Une politique de production empirique

Limitée par les faibles moyens qui lui sont accordés, l'alimentation de la base peut difficilement suivre une politique raisonnée. De fait, la sélection des sources correspond plutôt à des "occasions" de repérage : le sujet de tel fonds peu connu coïncide avec le thème de recherche d'un étudiant disposé à en faire le dépouillement. Depuis l'origine, cinq à six contrats sont passés chaque année et la base s'est accrue très irrégulièrement de 5 à 10.000 notices par an. ARCHIDOC s'enrichit ainsi en pointillés de notices signalant des fonds certes précieux et méconnus, mais « butinés » au hasard des opportunités sans continuité aucune.

Des critères de sélection imprécis et variables

D'après Pierre Pinon, qui a travaillé au dépouillement de recueils d'architecture et de revues à l'époque de TOPOBIB, le critère de sélection incontournable était alors - et Bernard Toulier confirme qu'il l'est toujours - la mention ou représentation d'un édifice ou objet, précisément identifié et localisé : plusieurs milliers de notices auraient été à une certaine époque cartés de la base faute de pouvoir vérifier les adresses des édifices signalés. Cette rigueur n'a pas toujours été appliquée, comme en témoigne la notice ci-dessous : on peut s'interroger sur l'intérêt de mémoriser dans la base, qu'à la page 8 de *La Construction lyonnaise* d'avril 1881, on trouve un document (de quoi s'agit-il ? d'un texte ? d'une photographie ? d'un dessin ?...) relatif à une construction située aux Etats Unis, sans autre précision géographique, sans mention de date, sans mention d'intervenant.

[USA](#)

[?]

Les nouvelles constructions américaines. La construction lyonnaise, avril 1881, t. 2, n° 1, p. 8.

Construction lyonnaise

[Dépouillement de périodique](#)

00028462

Pour ne citer qu'elle, la base de données ARCHIRES, étudiée dans ce même rapport, constitue une source d'informations infiniment plus riche sur des constructions américaines. Nous avons d'ailleurs mené par curiosité une expérience rapide consistant à rechercher dans ARCHIDOC et ARCHIRES le nombre de notices consacrées à des monuments édifices. La comparaison est globalement défavorable à ARCHIDOC alors que nous avons choisi que des édifices parisiens ou de région parisienne des XIX^{me} et XX^{me} siècles :

Edifice	Nbe de notices dans ARCHIDOC	Nbe de notices dans ARCHIRES
Canal Saint-Martin	6	7

Gare du Nord	17	3
Palais Brongniart	1	2
Opéra comique	2	3
Pont Charles-de-Gaulle	1	3
Tour Eiffel	10	1
Villa Savoye	2	8

Il faut admettre de plus qu'ARCHIRES renvoie systématiquement à des articles de fond, tandis qu'ARCHIDOC renvoie la plupart du temps à de simples citations dans un document.

L'absence de mention d'un édifice précis, ou même comme c'est le cas dans la notice ci-dessus d'un type d'édifice, est constatée dans 17% des notices (cf. § 2.2.3. ci-dessous). A quoi peut servir la référence d'un document qui se contente de citer sans décrire ? N'aurait-il pas été opportun de définir un seuil d'information en de • duquel il est inutile de retenir une référence ?

Cela revient à poser la question de l'intérêt du « minimum d'informations sur un maximum d'édifices ».

Un format trop peu respecté

ARCHIDOC souffre d'avoir été constitué au départ et sans préparation préalable des données, de plusieurs fichiers de structures différentes, saisis sous deux logiciels différents. Pierre Pinon témoigne à ce propos que la grille de saisie sous PSIOLOG à l'époque où il travaillait au dépouillement, élaborée de façon « extravagante », a été adaptée pour les besoins du corpus des recueils d'architecture.

Il est aujourd'hui toujours admis - voire encouragé - que les fichiers remis par les indexeurs puissent présenter des structures particulières, adaptées aux types de documents dépouillés, suivant le principe que les utilisateurs de la base sauront bien exploiter le système informatique pour en tirer le meilleur parti, pourvu que les informations soient présentes. Allant plus loin encore, Bernard Toulhier s'oppose à ce que les index soient homogénéisés, afin que, dit-il, les sources soient retranscrites le plus fidèlement possible. Il regrette cependant avec raison qu'ARCHIDOC ne puisse s'appuyer sur un véritable fichier d'autorités des architectes. Pourquoi un référentiel strict pour les architectes, pourquoi pas pour les autres critères ?

Cela constitue à notre avis une erreur importante : depuis que l'informatique documentaire existe, il n'a jamais été constaté qu'elle contribuait à rendre homogènes des données de structures différentes. Elle accentue au contraire les incohérences, décuple les difficultés qui en résultent à la recherche, génère en aval des charges de correction qui auraient pu être évitées par un contrôle plus strict en amont. Une des règles d'or de la fusion informatique de fichiers documentaires a toujours été : commencer par rendre les données le plus possible cohérentes et par corriger les index.

Les manipulations imposées de ce fait à Caroline Thillou, administrateur des données, avant le chargement des notices dans la base ou pour effectuer des corrections rétroactives, sont d'autant plus disproportionnées qu'elle dispose d'outils puissants : les corrections se font après chargement de notices par lots de 1.000 dans un traitement de texte, et par reprise des erreurs une à une grâce à une succession de commandes "Chercher/Remplacer"... !

Des règles de production d'archives tardivement

Il n'existe pas de structure de production pour ARCHIDOC, dont la mise à jour dépend du financement aléatoire de contrats passés auprès de chargés d'études ou d'étudiants. Ces derniers sont peut-être la plupart du temps des spécialistes d'architecture et/ou d'histoire de l'art, mais n'ont aucune notion de normalisation documentaire et forgent au cours de leurs travaux leurs propres règles de saisie.

Cette pratique a persisté et reste, malgré l'effort de formation entrepris auprès des auteurs de notices, très dommageable à la qualité de la base, et l'état des index en témoigne.

Depuis un an en effet, l'administrateur de la base tente de remédier à cette situation en proposant aux personnes qui dépouillent une formation aux techniques documentaires et à l'indexation. Par ailleurs, elle a rédigé dès 1997 un document de consignes de saisie dans les formats des deux outils mis à disposition des indexeurs, PSILOG et TEXTO. Ce document décrit non seulement le contenu des zones assorti d'exemples, mais aussi la graphie et les mentions obligatoires. Les normes NFZ44-005 et ISAD(G) doivent être appliquées respectivement pour la présentation des références bibliographiques et pour les descriptifs de documents d'archives.

Il reste cependant difficile d'exiger d'indexeurs très peu rémunérés, parfois bénévoles, qu'ils consacrent plus d'une demi-journée par semaine aux travaux de dépouillement, et qu'ils appliquent à la lettre des consignes de saisie relativement contraignantes.

2.2.3. Qualité documentaire

Une structure riche, d'importantes possibilités de contrainte

Le tableau ci-dessous présente la liste des zones telles qu'elles sont paramétrées dans le logiciel de saisie TEXTO⁴.

Zone de la notice	Critère de recherche	Type de contrainte
1. Numéro de la notice	Non	/
2. Nom de la base (fonds dépouillé)	Oui	Index
3. Type de document	Oui	Index
4. Pays*	Oui	Thesaurus
5. Région*	Oui	Thesaurus
6. Département*	Oui	Thesaurus
7. Aire ou canton de rattachement*	Oui	Thesaurus
8. Commune*	Oui	Thesaurus
9. Lieu-dit*	Oui	Thesaurus
10. Adresse*	Oui	Index
11. Type d'édifice	Oui	Thesaurus
12. Nom de l'édifice	Oui	Index
13. Type d'objet	Oui	Thesaurus
14. Nom de l'objet	Oui	Index
15. Référence dans la base MERIMÉE	Non	/

⁴ D'après le document contenant les consignes de saisie, rédigé par Caroline Thillou.

Zone de la notice	Crit•re de recherche	Type de contr TM le
16. RŽfŽrence dans la base PALISSY	Non	/
17. RŽfŽrence dans la base DRACAR	Non	/
18. RŽsumŽ du contenu document	Non	/
19. Artiste (nom, qualificatif, fonction, dates biographiques)	Oui	Thesaurus
20. Date d'intervention	Oui	Index
21. Localisation de la mention de l'Ždifice ou de l'objet dans le document (volume, page...)	Oui (crit•re commun « Bibliographie » pour les 3 zones)	Index
22. RŽfŽrence de la page o• est nommŽ l'auteur		
23. Localisation physique et cote du document		
24. N _i d'immatriculation du phototype (pour les documents figurŽs)	Non	/
25. RŽfŽrence de la microforme (pour les documents figurŽs)	Non	/
26. RŽfŽrences bibliographiques du document	Oui (crit•re "Bibliographie" rassemblant aussi les zones 21 ^ 23 ci-dessus)	Index

* Informations Žgalement recherchables dans une zone unique « Localisation » de la grille de recherche.

La structure d'ARCHIDOC est donc relativement riche, le contenu de la majoritŽ des zones pouvant faire l'objet d'un contrTMle. Les zones qui constituent les principaux crit•res d'acc•s (donnŽes gŽographiques, type d'Ždifice ou d'objet, artiste), sont contrTMlables par des thesaurus, m•me si de toute Žvidence, ces contrTMles n'ont pas toujours ŽtŽ mis en űuvre avec la rigueur souhaitable par les indexeurs.

Des notices moyennement renseignŽes

En gŽnŽral, malgrŽ un format de 26 zones, les notices ont ŽtŽ remplies de fa•on relativement lŽg•re, ce qui reste dans la ligne des objectifs initiaux de TOPOBIB-ARCHIDOC : s'intŽresser ^ un document parce qu'il s'intŽresse lui-m•me ^ un Ždifice, sans rivaliser ni avec de vraies bases bibliographiques, ni avec MERIMEE.

Sur un Žchantillon de 120 notices prŽlevŽes dans les diffŽrents corpus, une recherche sur la complŽtude des notices prŽsente les rŽsultats suivants :

- Pourcentage de notices ne comprenant pas de type d'Ždifice : 17 %
- Pourcentage de notices ne comprenant pas au moins une mention de localisation : 1 %
- Pourcentage de notices ne comprenant pas de rŽsumŽ : 27 %
- Pourcentage de notices ne comprenant pas de mention du lieu o• l'on peut trouver le document primaire ni sa cote : 17 %
- Pourcentage de notices comprenant la mention du lieu o• l'on peut trouver le document primaire mais ne comprenant pas sa cote : 40 %

Des index d'une qualitŽ tr•s mŽdiocre

Les index sont loin d'•tre cohŽrents et laissent quelquefois perplexe : pourquoi l'index des noms d'Ždifice dŽbute-t-il par une longue sŽrie de nombres... ayant 0 occurrence dans la base ? Pourquoi comporte-t-il des points d'interrogation ? Des types d'Ždifice ? Les index de monoterms crŽŽs par le logiciel par simple isolation des cha•nes de caract•res sŽparŽes d'un espace, mŽriteraient sans doute d'•tre expurgŽs des entrŽes qui ne constituent pas

une aide à la recherche. Par ailleurs, l'absence de contrôle à la saisie se traduit par un nombre important d'entrées comportant des erreurs de frappe, par la présence des mêmes termes au singulier et au pluriel, par différentes présentations des expressions comportant des mots vides.



Extrait de l'index des noms d'édifice

On trouve l' probablement aussi pour certains index, le résultat de la fusion a posteriori dans une même zone, de données saisies initialement dans des zones différentes.

2.2.4. Richesse fonctionnelle et performances

Possibilités offertes en recherche, affichage et exploitation des résultats

Recherche

- Nombre de modes de recherche proposés : 1 (recherche par formulaire)
- Nombre de critères de recherche : 20
- Recherche contrôlée sur index : oui (sur certains champs)
- Recherche plein texte : oui (sur les champs en texte libre, non contrôlés)
- Opérateurs booléens à l'intérieur d'une zone : ET uniquement
- Opérateurs booléens entre les zones : ET uniquement
- Opérateurs de proximité : non
- Troncature : oui (droite)
- Historique de recherche : non
- Sauvegarde de recherches : non
- Autres : possibilité d'affiner la recherche

Affichage des résultats

Nombre de formats d'affichage : 2 (liste abrégée et document complet)

- Nombre de critères de tri simultanés :
- pas de définition de critère(s) de tri possible
 - l'ordre d'affichage des résultats d'une recherche n'est pas évident : s'agit-il de l'ordre de saisie ? de l'ordre de chargement dans la base ?

Exploitation des résultats

Sélection des résultats : non

Impression des résultats : oui

Sauvegarde des résultats : oui (fonction standard du navigateur, qui permet de copier ou de télécharger une page)

Un mode de recherche unique, adapté à une consultation grand public

Le masque de recherche proposé par ARCHIDOC comporte 7 zones de saisie dont les libellés sont clairs. Seule l'utilisation de l'opérateur ET est admise à l'intérieur des zones, elle est imposée de façon implicite entre les zones. Cette simplicité est une qualité pour une base de données accessible au plus grand nombre par Internet.

On s'interroge cependant sur la redondance de certains critères : quel est le sens de la zone « Localisation » (présentée comme premier critère du format de recherche), par rapport à la zone à choix multiple qui propose un accès par la région, le département, l'aire, la commune, le lieu-dit, l'adresse ? Quel est le sens de la zone « Type d'édifice ou objet » (présentée comme deuxième critère du format de recherche), par rapport à cette même zone à choix multiple qui propose un dernier accès par le type d'édifice ?

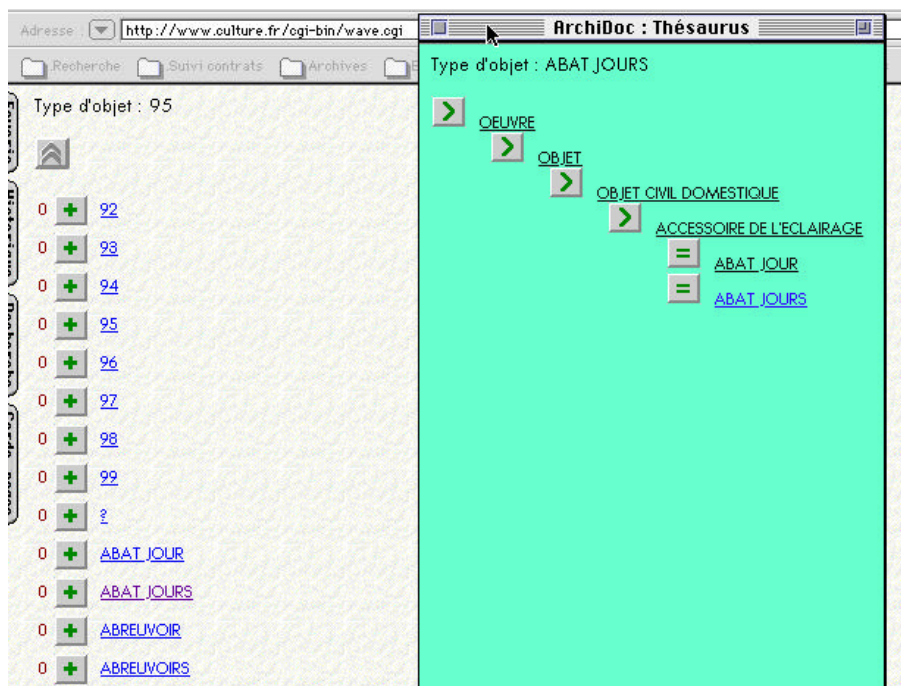
Grille de recherche de la base ARCHIDOC

Il semble que cette redondance soit due en partie à des contraintes d'utilisation du logiciel MISTRAL, et en partie à l'adoption, probablement voulue, du même masque de recherche que celui des autres bases de données patrimoniales du Ministère, lequel comporte une zone à choix multiple sur les mêmes accès. On n'aura vraisemblablement pas souhaité appauvrir la notices des autres zones, préexistantes.

Une aide à la recherche performante et relativement transparente

Une aide à la recherche est proposée à l'utilisateur sous forme de consultation d'index ou de thésaurus : lorsqu'il s'agit d'un thésaurus (exemples : pour les zones Région, Département, Type d'édifice,...), il est possible de visualiser l'environnement sémantique d'un terme en cliquant sur le bouton ⊕.

L'autopostage⁵ vers le bas est pratiqué de façon transparente pour l'utilisateur, ce qui permet d'obtenir non seulement les notices indexées par un descripteur du thésaurus, mais aussi toutes les notices indexées par ses termes spécifiques.



Affichage de l'environnement sémantique du terme ABAT JOURS (non descripteur) dans le thésaurus des types d'objet

Le travail important de l'administrateur de la base sur l'index des auteurs de l'œuvre porte ses fruits en recherche puisqu'il est possible de saisir un nom composé indifféremment avec ou sans tiret(s), et de retrouver par une seule recherche tous les auteurs de même nom mais de prénoms différents. Soulignons toutefois que cette fonction n'a rien d'exceptionnel en informatique documentaire.

Lorsqu'une notice est affichée, l'exploitation des liens hypertextes sur les zones Type d'édifice, Type d'objet, Type de document, et sur les zones géographiques, transforme ces dernières en nouveaux critères qui permettent d'élargir la requête initiale. Cette fonction du langage HTML est particulièrement intéressante dans un système documentaire.

Une recherche pertinente au regard des notices existantes

Indépendamment de la couverture de la base et du manque d'exhaustivité des signalements dans ARCHIDOC, les requêtes qui lui sont posées ramènent

⁵ Autopostage : indexation complémentaire et automatique, basée sur les liens hiérarchiques du thésaurus. En saisie, l'autopostage vers le haut permet d'indexer les documents (en principe indexés manuellement au plus fin) par les termes géographiques des descripteurs retenus ; en recherche, l'autopostage vers le bas permet d'indexer la question par les termes spécifiques des critères de recherche retenus.

exceptionnellement du bruit (notices non pertinentes), dans la mesure où les critères de recherche sont simples, rarement ambigus, et contrôlables par au moins un index : pourvu qu'elles aient été signalées, on n'aura pas de difficulté à retrouver des Zcoles dans une région précise, et si besoin, à affiner à l'aide du thesaurus pour exclure les Zcoles militaires et ne retenir que les Zcoles primaires.

Un affichage classique mais qui présente quelques défauts

Les deux formats d'affichage proposés, liste abrégée ou documents complets, ne comportent que les zones renseignées. L'absence d'étiquette de zone (sauf, étrangement, pour deux zones : le numéro de la notice, et la date de l'intervention de l'auteur sur l'œuvre dans certaines notices) est gênante, et peut fortement désorienter l'utilisateur qui en arrive à se demander si l'objet décrit est un édifice ou un document, notamment si les zones relatives à l'édifice ou à l'objet sont restées vides, comme c'est le cas dans l'exemple ci-dessous.

Notice 1/200

[Maison](#)
[Vietnam](#)
[\[?\]](#)
[Moyaux](#)

Matériel et Procédés de construction. La construction lyonnaise, 1er avril 1905, t. 21, n° 7, p. 78-79.

Construction lyonnaise

[Dépouillement de périodique](#)

00028476

Requête : (Construction lyonnaise) :ETUD

[1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#) [43](#) [44](#) [45](#) [46](#) [47](#) [48](#) [49](#) [50](#) [51](#) [52](#) [53](#) [54](#) [55](#) [56](#) [57](#) [58](#) [59](#)
[60](#) [61](#) [62](#) [63](#) [64](#) [65](#) [66](#) [67](#) [68](#) [69](#) [70](#) [71](#) [72](#) [73](#) [74](#) [75](#) [76](#) [77](#) [78](#) [79](#) [80](#) [81](#) [82](#) [83](#) [84](#) [85](#) [86](#) [87](#) [88](#) [89](#) [90](#) [91](#) [92](#) [93](#) [94](#) [95](#) [96](#) [97](#) [98](#) [99](#) [100](#) [101](#) [102](#) [103](#) [104](#) [105](#) [106](#) [107](#) [108](#) [109](#) [110](#)
[111](#) [112](#) [113](#) [114](#) [115](#) [116](#) [117](#) [118](#) [119](#) [120](#) [121](#) [122](#) [123](#) [124](#) [125](#) [126](#) [127](#) [128](#) [129](#) [130](#) [131](#) [132](#) [133](#) [134](#) [135](#) [136](#) [137](#) [138](#) [139](#) [140](#) [141](#) [142](#) [143](#) [144](#) [145](#) [146](#) [147](#) [148](#) [149](#) [150](#)
[151](#) [152](#) [153](#) [154](#) [155](#) [156](#) [157](#) [158](#) [159](#) [160](#) [161](#) [162](#) [163](#) [164](#) [165](#) [166](#) [167](#) [168](#) [169](#) [170](#) [171](#) [172](#) [173](#) [174](#) [175](#) [176](#) [177](#) [178](#) [179](#) [180](#) [181](#) [182](#) [183](#) [184](#) [185](#) [186](#) [187](#) [188](#) [189](#) [190](#)
[191](#) [192](#) [193](#) [194](#) [195](#) [196](#) [197](#) [198](#) [199](#) [200](#)

Avec une certaine habitude et le repérage des différentes graphies et couleurs pour les différentes zones, on arrive à faire la distinction entre la source (*Construction lyonnaise*) et la base en cours (dépouillement de périodique), entre l'édifice décrit (maison) et les termes d'indexation (Vietnam, moyaux).



Nouvelle

recherche



Affiner la

recherche

groupe

suivant

200 notices proposées sur 7338 notices trouvées

51		Milan	Guillaume, Henri (architecte SADG)
52		Milan	Montarnal, de Guirard, Joseph, E. de (architecte SADG)
53		Milan	Bonnal, Charles, Louis (architecte SADG)
54		Milan	Rey, Augustin, Ad. (architecte SADG)
55		Dublin	Rey, Augustin, Ad. (architecte SADG)
56		[?]	Bezault, Bernard, Etienne, J. (architecte SADG)
57		Athènes	Randanne, Etienne (architecte SADG)
58		Athènes	Millot, Charles V. L. (architecte SADG)
59		Athènes	Pelée, de Saint-Maurice, Jean, M. E. (architecte SADG)
60		Saragosse	Guillaume, Henri (architecte SADG)
61		Madrid	Reposeur, Edouard (architecte SADG)
62		Madrid	Legriél, Paul L. A. (architecte SADG)
63		Barcelone	Marcel, Alexandre (architecte SADG)
64		Barcelone	Marcel, Alexandre (architecte SADG)
65		Santiago [?]	Levi, Julian Clarence (architecte SADG)
66		Liège	Lemarié, Marcel (architecte SADG)
67		Liège	Lefebvre, Charles (architecte SADG)

pavillon de l'Union céramique

Affichage de la liste abrégée

Les résultats sont présentés par lots de 200. A partir de la liste abrégée de 50 notices, on peut accéder aux 50 précédentes ou suivantes du lot ; à partir d'une notice en format complet, on peut accéder à l'une des 199 autres notices du lot. A cet effet, chaque notice est suivie d'une liste de nombres allant de 1 à 200 (voir notice page précédente). Mais il faut en avoir exploité au moins un lien pour comprendre ce à quoi ils renvoient.

2.2.5. Ergonomie de l'interface

Partie traitée par Cécile Montarnal. Cf. le rapport Ergo'in présenté en annexe.

2.2.6. ARCHIDOC et ses utilisateurs

Une base connue

Force est d'avouer que nous avons échoué dans le cadre de cette étude à identifier pour les interroger sur leurs pratiques de consultation et leurs besoins, de véritables utilisateurs d'ARCHIDOC, qui soient plus assidus que de simples visiteurs occasionnels ou curieux. Des sondages ou entretiens ont été entrepris auprès de personnes suivantes :

Nom	Fonction	Connaissance ou utilisation d'ARCHIDOC
Pierre PINON	Architecte, historien de l'art et de l'architecture	<ul style="list-style-type: none"> • Avait entendu parler d'ARCHIDOC dans l'Ecole d'architecture où il enseigne, mais ne l'avait jamais consulté. Il n'en a jamais parlé à ses étudiants. • A contribué à la base (l'époque de TOPOBIB) dans les années 94-95 en dépouillant des recueils d'architecture ainsi que des revues anciennes, pour signaler des immeubles parisiens du XIX^{me} siècle. Attendait avec impatience de pouvoir consulter et exploiter en ligne les résultats de ses travaux, mais n'a appris que très récemment le

Nom	Fonction	Connaissance ou utilisation d'ARCHIDOC
		portage d'ARCHIDOC sur Internet. <ul style="list-style-type: none"> • Pense consulter ARCHIDOC à l'avenir, dans le cadre des prestations qu'il assure pour l'établissement de plans de sauvegarde ou de plans de protection, ou lorsqu'il aura à écrire des biographies d'architectes.
Agostina PINON	Auteur de bibliographies d'architecture	<ul style="list-style-type: none"> • N'a jamais entendu parler d'ARCHIDOC.
Annie JACQUES	Responsable de la bibliothèque de l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux Arts	<ul style="list-style-type: none"> • A connu ARCHIDOC par le site Internet du Ministère de la Culture. • L'utilise de façon occasionnelle (une fois par mois ?) à titre personnel en tant que chercheur, lorsqu'elle doit écrire des notices biographiques d'architectes du XIX^{me} ou du XX^{me} siècle. • Ne pense pas qu'ARCHIDOC soit utile pour les lecteurs (étudiants des Beaux Arts) qui fréquentent sa bibliothèque, elle ne les a d'ailleurs jamais aiguillés vers cette source. • Les critères de recherche qu'elle emploie sont l'architecte d'abord, l'édifice ensuite. • Se sert beaucoup du tableau de présentation d'ARCHIDOC qui liste et décrit les corpus d'ouvrages, et qui l'oriente dans ses recherches. • A l'issue d'une recherche sur ARCHIDOC, elle va systématiquement consulter le document primaire. • Ne juge pas l'utilisation ou l'ergonomie d'ARCHIDOC ni meilleure ni pire que celles des autres bases du Ministère.
Corinne BELIER	Historienne de l'art et du design	<ul style="list-style-type: none"> • Ne connaît pas ARCHIDOC. • A travaillé à la DRAC Ile-de-France et témoigne qu'ARCHIDOC n'est pas utilisé par le personnel de la DRAC.
Isabelle DUHAU	Documentaliste au centre de documentation du patrimoine d'Ile-de-France	<ul style="list-style-type: none"> • Ne consulte pas ARCHIDOC⁶.
Juliette JESTAZ	Conservateur à la BnF, salle Histoire de l'art	<ul style="list-style-type: none"> • Ne connaît pas ARCHIDOC. • Atteste qu'ARCHIDOC n'est pas consulté en salle de lecture Histoire de l'art à la BnF. • Après une première consultation, va signaler ARCHIDOC dans les signets de la BnF, rubrique Architecture.
Claire DUBOS, Annie GAUDIBERT, Nennecy MARTINELLI, Claude APARISI	Documentalistes dans des Ecoles d'architecture parisiennes, administrateurs de la base de données ARCHIRES	<ul style="list-style-type: none"> • N'ont jamais consulté ARCHIDOC. • Pensent que la plupart des étudiants de leur Ecole n'en connaissent pas l'existence.
Michel GRIFFON	Responsable du centre de Documentation de l'Urbanisme (Ministère de l'Équipement)	<ul style="list-style-type: none"> • Connaît ARCHIDOC de nom. • L'a déjà vu en démonstration mais n'en garde pas de souvenir particulier. • Pense qu'ARCHIDOC n'est jamais consulté sur le poste Internet du CDU.

ARCHIDOC semble également mal connue du CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment), qui envisage de lancer une base technico-réglementaire du même nom, destinée aux architectes (Cf. annexe 6, le projet ARCHI-DOC du CSTB).

⁶ Mais il nous a été rapporté que d'autres centres de documentation du patrimoine dans d'autres régions pratiquent la base occasionnellement.

Faits remarquables à la lecture du tableau ci-dessus, alors que l'on a affaire à une base de données publique accessible gratuitement sur Internet :

- Une seule personne (Annie Jacques) sur dix sélectionnées parmi celles que l'on peut considérer comme les mieux ciblées, consulte régulièrement ARCHIDOC,
- Cette consultation n'a qu'un caractère accessoire dans son activité professionnelle.

Une base peu consultée

De fait, les statistiques de consultation montrent que 200 utilisateurs se connectent chaque mois à ARCHIDOC⁷. 50% des requêtes sont posées sur le critère de l'architecte, les autres sur un critère géographique. Aucun élément n'est évidemment disponible sur le profil ou sur les besoins d'informations des personnes qui consultent.

Les utilisateurs potentiels qui nous ont été cités seraient :

- Les architectes des bâtiments de France,
- Des amateurs d'architecture,
- Des associations de quartier,
- Des architectes travaillant sur des projets de réhabilitation, sur des plans de sauvegarde, sur des plans de protection,
- Des promoteurs cherchant à obtenir un permis de construire,
- Des agents des services d'urbanisme en collectivité territoriale,
- Des étudiants en architecture, qui vont avoir à produire à partir de l'année prochaine un mémoire de recherche rédigé, ce qui va les amener à faire plus de recherches bibliographiques.

Une base mal « vendue »

La publicité d'ARCHIDOC sur Internet (insertion de métadonnées permettant le repérage de la base par les moteurs de recherche) commence à peine à porter ses fruits. En juin 1999, le moteur de recherche ALTA VISTA, qui permet de repérer les pages du Web contenant un lien vers une adresse spécifique, montrait que l'adresse d'ARCHIDOC n'est cible de liens hypertextes... qu'à partir du site Internet de l'Inventaire. Même sur le site du Ministère de la Culture, le signalement d'ARCHIDOC comme une "base de dépouillements" ne peut être parlant qu'à ceux qui la connaissent déjà.

Cela dit, une meilleure publicité peut attirer de nouveaux curieux, ce n'est ensuite que la qualité de la base qui peut les retenir et les faire revenir.

2.3. Comparaison de la couverture géographique d'ARCHIDOC avec celle de MERIMEE

Les indications qui nous ont été fournies tout au long de cette étude aussi bien que nos recherches sur Internet ne nous ont pas permis d'identifier de base de données comparable

⁷ Chiffres du premier semestre 1999.

ARCHIDOC, base topobibliographique, dont l'objectif est le repérage et le signalement d'édifices, non la recherche bibliographique.

Une comparaison avec des bases bibliographiques ne nous a donc pas paru pertinente, car elle se serait faite nécessairement au désavantage d'ARCHIDOC, qui, tant du point de vue de sa couverture que du point de vue bibliographique (complétude des données de catalogage, fichiers d'autorité, respect des normes...), peut susciter de nombreuses critiques.

Dans la perspective du projet d'Inventaire Électronique, il nous a paru plus intéressant de comparer la couverture d'ARCHIDOC avec celle de MERIMÉE du point de vue géographique, sachant toutefois que les corpus sont chronologiquement différents puisque MERIMÉE s'intéresse à des édifices construits depuis le V^{me} siècle jusqu'au XX^{me} siècle.

Région	ARCHIDOC Nbre de notices	MERIMÉE Nbre de notices	Pourcentage Archidoc/MERIMÉE
Pas-de-Calais (59, 62)	1 584	3 213	49%
Picardie (02, 60, 80)	1 318	3 113	42%
Champagne-Ardenne (08, 10, 51, 52)	949	2 207	43%
Lorraine (54, 55, 57, 88)	912	2 207	41%
Alsace (67, 68)	603	13 795	4%
Franche Comté (25, 39, 70, 90)	4 168	5 450	76%
Bourgogne (21, 58, 71, 89)	2 592	6 412	40%
Ile-de-France (75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95)	23 121	10 354	223%
Haute Normandie (27, 76)	959	9 592	10%
Normandie (14, 50, 61)	878	4 761	18%
Bretagne (22, 29, 35, 56)	773	12 750	6%
Pays de Loire (44, 49, 53, 72, 85)	907	7 185	13%
Centre (18, 28, 36, 37, 41, 45)	1 039	6 965	15%
Poitou Charentes (16, 17, 79, 86)	541	11 932	5%
Limousin (19, 23, 87)	291	3 384	9%
Auvergne (03, 15, 43, 63)	2 083	4 037	52%
Rhône-Alpes (01, 07, 26, 38, 42, 69, 73, 74)	15 781	3 455	457%
Alpes Côtée d'azur (04, 05, 06, 13, 20, 83, 84)	3 055	6 199	49%
Languedoc Roussillon (11, 30, 34, 48, 66)	1 016	4 451	23%
Midi Pyrénées (09, 12, 31, 32, 46, 65, 81, 82)	905	4 889	19%
Aquitaine (24, 33, 40, 47, 64)	1 104	10 020	11%
Corse (20 : 2A et 2B)	11	357	3%

On constate dans ARCHIDOC une sur-représentation des édifices de la région parisienne par rapport à MERIMÉE, mais surtout de la région Rhône-Alpes, ce qui s'explique par les deux corpus principaux couvrant ces deux régions : *La Construction lyonnaise* (42% du volume d'ARCHIDOC) et les revues d'architecture parisienne (26%). Sont nettement sous-représentés dans ARCHIDOC les régions Alsace, Bretagne, Poitou-Charentes, Limousin et Corse.

Il y aurait lieu de minimiser encore (mais dans quelle proportion ?) les pourcentages des notices d'ARCHIDOC par rapport à celles de MERIMEE : cette dernière en effet ne signale un même Édifice qu'une seule fois, tandis qu'ARCHIDOC en signale un certain nombre (non quantifiable) plusieurs fois. Les index et les critères de recherche ne le permettent pas, mais il serait intéressant de connaître le nombre total d'Édifices différents signalés dans ARCHIDOC, par rapport aux 140.000 de MERIMEE.

2.4. Conclusions et suggestions d'améliorations

Une base sans ligne directrice

Le principal défaut d'ARCHIDOC réside dans l'absence d'une réelle politique de production : ARCHIDOC aurait eu besoin dès sa naissance d'un véritable cahier des charges qui aurait défini des modalités d'accroissement en fonction d'objectifs précis : choix de tel(s) type(s) de corpus, priorités fixées sur telle(s) région(s), telle(s) période(s) chronologique(s), tel(s) type(s) d'Édifice(s)...

Au lieu de cela, on se pose toujours la question aujourd'hui : pourquoi ARCHIDOC, et que veut-on en faire ? Les années démontrent le caractère démesuré et irréaliste d'un recensement exhaustif dans toutes les directions. Mais est-ce véritablement son objectif ? La page de présentation sur Internet se garde bien de le préciser.

Définir d'abord une politique de production

En conséquence, ARCHIDOC piétine et s'éparpille. Contrairement à ce qu'il est avancé par son concepteur, sa progression n'est pas simplement une affaire de moyens. Il faudrait à notre avis commencer par fixer clairement, en les mettant noir sur blanc :

- La finalité de la base et le public cible qu'elle doit atteindre,
- Les limites de sa couverture : géographiques, et/ou chronologiques, et/ou documentaires,
- Les critères de choix des corpus à dépouiller,
- Les règles de sélection des documents à l'intérieur de ces corpus,
- Les procédures de contrôle qualité à appliquer sur les notices produites avant leur chargement dans la base.

Dans ce cadre, l'élaboration d'un plan de production pluriannuel pourrait être envisagée.

Conserver le principe d'une base topobibliographique

Base de la sous-direction de l'Inventaire, ARCHIDOC se situe parfaitement dans la perspective de son administration, c'est-à-dire repérage et signalement de l'Édifice. Le principe de l'accès topographique et du recensement d'une information de nature topobibliographique, mis en œuvre depuis bien des années par les services de l'Inventaire, font son originalité par rapport aux bases bibliographiques classiques. Sa philosophie est celle d'une démarche d'indexation (création d'index topographiques renvoyant à des documents) plutôt que celle d'un véritable dépouillement. C'est pourquoi, l'évolution d'ARCHIDOC vers une véritable base bibliographique structurée selon UNIMARC, outre qu'elle serait techniquement très difficile à mettre en œuvre parce qu'elle impliquerait le

retraitement manuel de toutes les notices existantes⁸, serait un non-sens dans le contexte de cette Direction dont la bibliographie n'est pas la mission première.

Améliorer la couverture d'ARCHIDOC

La diffusion d'ARCHIDOC sur Internet, de même que l'éventuel projet de son intégration à l'Inventaire électronique (cf. § 2.1.3. ci-dessus) posent la question de sa crédibilité.

Du point de vue de son volume, ARCHIDOC est loin d'être à la hauteur de ses objectifs, si ces derniers sont de recenser tous les documents mentionnant ou reproduisant un édifice remarquable. Il est vrai que c'est le cas des bases de données du Ministère de la Culture en général, à commencer par MERIMEE, futur noyau du projet de l'Inventaire électronique, qui compte 140.000 notices pour 8 millions potentiellement étudiés. Bernard Toulhier estime qu'ARCHIDOC devrait atteindre les 800.000 notices pour commencer à être crédible au niveau national et international. On peut s'interroger sur la pertinence de ce nombre : il ne correspondrait pas même encore dans ARCHIDOC à 10% des édifices recensés par l'Inventaire.

Du point de vue de sa couverture, un rééquilibrage géographique serait nécessaire. Celui-ci passe par le repérage puis le dépouillement de corpus documentaires mentionnant des édifices dans les régions aujourd'hui sous-représentées. Il pourrait se faire également par l'intégration de certains fichiers topobibliographiques constitués en régions par les agents de l'Inventaire, avec la même structure de données qu'ARCHIDOC. La faisabilité d'une telle reprise devrait préalablement être examinée pour qu'il soit certain qu'elle aboutisse à des résultats acceptables par rapport à une campagne de nouveaux dépouillements : la structure de ces fichiers est-elle transposable dans la structure d'ARCHIDOC ? Leurs index peuvent-ils faire l'objet de corrections par lots ? Leurs volumes justifient-ils une reprise automatisée plutôt qu'une ressaisie ?...

Améliorer la qualité documentaire d'ARCHIDOC

Du point de vue de la qualité documentaire, des progrès doivent encore être faits sur la complétude des notices (présence obligatoire des informations relatives au type d'édifice, à son nom et à son adresse) et sur la cohérence des index (suppression des entrées sur les mots vides, suppression des entrées multiples sur des termes ou expressions équivalents).

Il nous paraît indispensable surtout que le format de saisie dans ARCHIDOC soit définitivement gelé et que prenne fin la pratique des fusions de données structurées différemment, qui détériorent la base.

⁸ En raison des descriptifs bibliographiques concaténés dans une zone unique, et du contenu des descriptifs d'archives : aucun système ne gère encore aujourd'hui la correspondance entre UNIMARC et la norme de description archivistique ISAD(G).

De nouveaux moyens à mettre en place

Une fois ces principes admis - et si ARCHIDOC doit se poursuivre, il est à notre avis impératif de les admettre -, il faut convenir qu'ils pourront difficilement être mis en œuvre sans la mise en place de nouveaux moyens techniques et humains :

- Moyens techniques :
 - * Remplacement des outils de saisie actuels par un outil documentaire verrouillé du point de vue de sa structure, qui assure les contrôles nécessaires et qui permette à l'administrateur de vérifier et de corriger les index.
- Moyens humains :
 - * Passage à temps plein de l'administrateur des données, qui puisse assurer le rôle de coordonnateur de la structure de production,
 - * Fin des petits contrats de dépouillement et du bénévolat ne permettant aucun encadrement des indexeurs : ARCHIDOC a besoin d'une véritable structure de production, qui soit pérenne et appuyée au moins en partie sur des documentalistes de métier. Si des travaux doivent être poursuivis par des étudiants - qui présentent il est vrai l'avantage de maîtriser le domaine -, leur formation préalable (une journée au plus) et surtout le contrôle des résultats rendus doivent pouvoir être systématisés.

3. La base de données ARCHIRES

3.1. Contexte

3.1.1. Historique et contexte de création

Une création impulsée par le Ministère de l'Équipement

ARCHIRES est une production du réseau des 22 Ecoles d'architecture⁹ qui dépouillent les revues d'architecture et les TPFE¹⁰ depuis le début des années 70, et rédigent des notices bibliographiques tout d'abord sous forme papier. Celles-ci paraissent dans le *Bulletin signalétique des revues d'architecture* publié jusqu'en 1978 par le Centre d'Étude et de Recherche en Architecture (CERA), et sont ensuite diffusées sous forme de fiches par chaque Ecole pendant une dizaine d'années, les Ecoles d'architecture étant alors sous la tutelle du Ministère de l'Équipement.

La possibilité d'une informatisation se concrétise à travers la coopération documentaire établie avec URBAMET, qui couvre les domaines de l'urbanisme et de l'habitat, via le Centre de Documentation de l'Urbanisme.

La création de la base ARCHIRES est décidée en 1989-90. Créée sous TEXTTO, elle est opérationnelle en 1993. Elle alimente URBAMET en notices de périodiques d'architecture et reçoit des notices d'urbanisme. Les Ecoles non informatisées, qui sont la majorité, reçoivent alors le logiciel ISABEL conçu par le Ministère de l'Équipement à partir du logiciel CD-ISIS, qui leur permet d'informatiser leurs fonds et d'alimenter ARCHIRES. Des interfaces sont établies pour les autres Ecoles.

L'interrogation, d'abord réalisée via minitel, est assurée ensuite par un cédérom regroupant ARCHIRES et URBAMET, piloté par le CDU, et financé par les Ecoles.

Un nouveau changement de tutelle

Le transfert de l'Architecture au Ministère de la Culture en 1996 coïncide avec la migration sous DORIS d'ARCHIRES et de toutes les bases documentaires de l'Équipement, et avec la réinformatisation des centres de documentation des Ecoles : 17 écoles utilisent DORIS-LORIS, trois Ecoles PYRAMIDE, deux Ecoles appartiennent à des réseaux locaux qui utilisent ALS-MERITUS à Marseille, GEAC à Saint-Etienne. L'Institut Français d'Architecture conserve provisoirement ISABEL, les deux Ecoles suisses et belges bénéficient d'un logiciel de saisie fourni par le Centre d'Études Technique de l'Équipement qui gère la base. Les opérations de contrôle et de correction de notices sont donc beaucoup plus aisées qu'auparavant tant sur ARCHIRES que sur les bases locales.

⁹ Réseau auquel participent également l'Institut Français d'Architecture, l'Ecole spéciale d'architecture, l'Ecole d'architecture Saint-Luc de Bruxelles et l'Ecole d'ingénieurs de Genève.

¹⁰ TPFE : Travaux personnels de fin d'étude, également écrits dans ARCHIRES et représentant environ 50% des notices. Voir ci-dessous, § 3.2.1.

Le Ministère de la Culture ne souhaitant pas pour le moment assurer la migration de cette base sur son propre serveur, le CETE de Lille reste responsable de la gestion de la base, dans le cadre d'une convention le rémunérant.

Un double support de diffusion

Après le changement de tutelle des Ecoles, le CETE de Lille est resté prestataire de services pour le Ministère de la Culture qui n'a pas l'infrastructure suffisante pour assurer la gestion technique de la base. L'accès en ligne est uniquement proposé aux documentalistes du réseau des Ecoles. Il est probablement très peu utilisé par d'autres documentalistes que les quatre administrateurs des données.

Le Centre de Documentation de l'Urbanisme, qui dépend du Ministère de l'Équipement, continue d'assurer quant à lui la maintenance d'ouvrage d'information du réseau qui est diffusé dans les Ecoles. Bien qu'en retard d'environ six mois par rapport à la base en ligne (le réseau sort deux fois par an en temps normal), celui-ci présente l'avantage d'une ergonomie facile et d'un coût moindre que celui des connexions au serveur de Lille. Il contient sous la même interface les deux bases de données ARCHIRES et URBAMET.

Contrairement à certaines inquiétudes exprimées du côté des Ecoles d'architecture à ce sujet, le Ministère de l'Équipement n'affiche aucune volonté d'interrompre la double prestation d'exploitation d'ARCHIRES et de production du réseau. Au contraire, le CDU insiste sur l'importance de continuer à produire un outil commun, le réseau¹¹.

L'évolution des relations avec URBAMET : une cohabitation difficile

Le problème du recouvrement des deux bases URBAMET et ARCHIRES se pose dès la création de cette dernière. Un accord est passé entre le CDU et le réseau Archires, convenant un échange de notices pour un certain nombre de revues qui intéressent les deux bases, afin d'éviter un double dépouillement. Les notices des TPFE n'intéressent pas le Ministère de l'Équipement, ces documents étant difficilement communicables, et ne faisant pas l'objet d'une sélection sur ARCHIRES.

Une fusion des thésaurus est également entreprise, et en 1995 au bout de deux ans de travaux, le thésaurus ARCHIRES est intégré à celui d'URBAMET.

Les divergences sont fortes cependant entre la stratégie documentaire du CDU pour la base URBAMET, et celle du réseau ARCHIRES pour sa propre base : d'un côté, il s'agit de favoriser la diffusion auprès d'un public large d'un produit à vocation commerciale, en regroupant les articles sous forme de dossiers, en donnant la priorité aux descriptifs rédigés détaillés et recherchables en texte intégral, en rendant systématiquement possible l'accès au document primaire par le prêt inter-bibliothèques, en n'écartant aucun type de document pertinent pourvu qu'il soit disponible pour le public¹² ; de l'autre côté, il s'agit exclusivement de répondre aux besoins des étudiants des Ecoles en leur signalant par une indexation fine les TPFE et les articles de revues un à un, sans envisager de prêt inter sinon au sein du réseau.

Les corpus couverts par les deux bases divergent également : d'un côté, le public des urbanistes travaille sur des documents plus globaux et plus littéraires, de l'autre, celui des étudiants recherche des documents plus techniques, plus graphiques, plus descriptifs.

¹¹ La pertinence de cet outil commun est en fait une question que nous nous posons, cf. § 3.2.6. ci-dessous.

¹² URBAMET signale des monographies, des périodiques, de la littérature grise, des plaquettes, des cartes...

Ces différences transparaissent naturellement dans les outils d'indexation : travers prŕcoordonnŕ, le thesaurus ARCHIRES affine les concepts beaucoup plus que le thesaurus URBAMET. La base de l'urbanisme qui s'oriente rŕsolument vers le texte intŕgral depuis sa migration sous DORIS (TEXTO n'offrait pas autrefois cette fonctionnalitŕ) ne rŕclame pas en effet de descripteurs pointus.

Suite aux rŕserves exprimŕes par le CDU sur l'adŕquation ŕ URBAMET des notices produites par le rŕseau Archires, les versements rŕciproques entre les deux bases se sont donc interrompus. Les deux thesaurus vont ŕ nouveau se sŕparer pour ŕvoluer indŕpendamment l'un de l'autre.

La collaboration pourra nŕanmoins se poursuivre entre le CDU et les Ecoles qui le souhaitent, si elles acceptent de produire des rŕsumŕs suffisamment longs pour que la recherche en texte intŕgral puisse donner tous ses rŕsultats. C'est ainsi que quatre d'entre elles dŕpouillent dans l'optique URBAMET certains titres (6 au total) qu'elles ont dŕjŕ traitŕs pour une saisie dans ARCHIRES.

3.1.2. Objectifs et orientations

ARCHIRES a ŕtŕ conŕue avant tout comme un outil de travail dans une perspective d'enseignement. A cette fin, elle signale ŕ l'attention des ŕtudiants des Ecoles d'architecture les articles de pŕriodiques reŕus dans les bibliothŕques et les travaux d'ŕlŕves, qui leur permettent de faire le point sur les thŕmes dŕjŕ traitŕs. Sa diffusion hors du rŕseau des Ecoles n'a pas ŕtŕ envisagŕe jusqu'ici, parce qu'elle aurait supposŕ le dŕveloppement du prŕt de documents ŕ du public extŕrieur, ou la mise en place d'un service de fourniture de copies d'articles, ce dont les centres de documentation des Ecoles n'ont pas les moyens. Ils ne souhaitent pas en effet se dessaisir des exemplaires uniques des revues qu'ils reŕoivent, rŕservŕs ŕ la consultation en libre accŕs. Seuls les quelques titres reŕus en double peuvent ŕtre prŕtŕs ŕ des ŕtudiants ou ŕ d'autres Ecoles.

Cette position est cependant en train d'ŕvoluer et les Ecoles semblent ŕprouver moins de rŕticences vis ŕ vis de l'ouverture d'ARCHIRES au grand public : la mise sur le Web du catalogue de l'Ecole de Grenoble a servi de test, il s'est avŕrŕ qu'elle n'a pas gŕnŕrŕ autant de demandes de photocopies qu'on aurait pu le craindre. Par ailleurs, il peut parfaitement ŕtre envisagŕ, comme cela se pratique pour URBAMET, de renvoyer les demandeurs extŕrieurs sur l'INIST, qui fournit une copie des documents primaires moyennant paiement.

La vente du cŕdŕrom ŕ d'autres institutions travaillant de prŕs ou de loin sur l'architecture n'est donc pas exclue ŕ moyen ou ŕ court terme, son prix modique (5.000 FHT par an pour deux ŕditions comprenant chacune une version du cŕdŕrom URBAMET & ARCHIRES et une version du cŕdŕrom URBADISC) ŕtant bien-sŕr un atout de diffusion¹³.

3.1.3. Perspectives d'ŕvolution

La question du public que doit ou peut toucher ARCHIRES est en rŕalitŕ posŕe : faut-il l'ouvrir plus largement ŕ la communautŕ francophone des professionnels de l'architecture, voire au grand public ? Son adŕquation ŕ ce type de public est-elle rŕelle ? Nŕcessite-t-elle des adaptations ?

¹³ Il faut noter que l'appartenance d'URBAMET au rŕseau europŕen qui produit URBADISC nŕcessite la diffusion conjointe d'URBAMET et d'URBADISC.

La mise à disposition d'un public plus large d'ARCHIRES est évidemment envisageable dans le cadre du projet de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine, qui doit s'ouvrir au Palais de Chaillot. Ayant vocation à rapprocher sauvegarde du patrimoine et création architecturale, cette structure doit abriter entre autres une grande bibliothèque publique d'architecture. ARCHIRES aurait tout-à-fait sa place dans ce cadre, et pourrait se positionner, au prix de quelques adaptations, comme outil de valorisation de gisements documentaires mal pris en compte par ses deux alter ego anglo-saxons, API et AVERY¹⁴ : revues françaises ou francophones régionales notamment. ARCHIRES est déjà ouverte sur l'Europe puisqu'une Ecole belge et une Ecole suisse participent au réseau.

Autre piste, ou piste complémentaire, il a été imaginé qu'ARCHIRES puisse constituer la base d'échanges et de soutiens réciproques entre le réseau des documentalistes des Ecoles d'architecture, et celui des documentalistes des services de l'Inventaire. Une contribution de ces derniers à la production de la base, comme cela a été évoqué pour des types de documents non couverts actuellement par ARCHIRES, se heurte cependant à un certain nombre d'obstacles : l'autonomie des Ecoles tout d'abord, le peu de disponibilité des documentalistes de l'Inventaire ensuite, et enfin la différence de perspective entre les travaux bibliographiques des Ecoles et ceux des services de l'Inventaire, qui comportent un aspect topographique très fort (voir l'étude concernant ARCHIDOC ci-dessus), et qui sont exclusivement concentrés sur la France. Cela n'exclut pas toutefois qu'ARCHIRES puisse être utilement consultée et exploitée dans les centres de documentation du patrimoine, où, de même qu'ARCHIDOC, elle semble être totalement ignorée.

3.2. Présentation et évaluation critique

Pour chacun des points de cette partie, il est d'abord fait un commentaire d'évaluation intrinsèque d'ARCHIRES. Une mise en perspective est ensuite faite avec les deux principales bases de données concurrentes, qui sont ARCHITECTURAL PUBLICATIONS INDEX ON DISC (API : version sur disque d'ARCHITECTURE DATABASE, produite par le Royal Institute of British Architects) d'une part, et AVERY ARCHITECTURE INDEX produite par l'Avery architectural and fine arts library (USA) d'autre part. Pour plus de commodités, nous parlerons dans la suite de ce document des bases API et AVERY.

Les responsables de ces deux bases de données ont été mis gracieusement à notre disposition par l'IFA et par l'Ecole d'architecture de Paris-Belleville, que nous remercions ici.

Une comparaison a été également amorcée avec la base BODIL, de l'institut suédois de documentation sur la construction¹⁵. Mais seuls quelques éléments de présentation sommaire étant disponibles sur Internet, il n'a pas été possible de pousser l'investigation dans le détail du contenu, comme pour les deux autres bases.

3.2.1. Volume et couverture¹⁶

ARCHIRES

Une petite base française, ciblée sur l'actualité de l'architecture courante...

¹⁴ Cf. § 3.3. ci-dessous.

¹⁵ Cf. Tableau en annexe 1.

¹⁶ Voir aussi la partie 4.1.2. du tableau comparatif des bases figurant en annexe 1.

Le volume d'ARCHIRES est d'environ 30.000 notices. Elle s'accroît depuis plusieurs années d'au plus 3.500 notices par an (les 5.000 notices versées en 1998-1999 sont dues à un rattrapage par rapport à la période de migration sous DORIS, où les envois au CETE de Lille n'ont pu se faire au rythme habituel).

La base contient le signalement d'articles de périodiques (58 %) et de Travaux Personnels de Fin d'Etude (42 %). Quelques autres types de documents (monographies, catalogues d'exposition, dossiers documentaires, textes juridiques...) sont également représentés en part infime (moins de 1 %) et représentent des « scories » de tests anciens qui devraient être retirés de la base.

Malgré quelques documents remontant à la fin du XIX^{me} siècle, le plus gros des articles de périodiques est daté d'à partir des années 1992-1993.

155 titres de revues sont signalés dans ARCHIRES, dont 65 sont morts ou abandonnés : les 90 autres, de périodicité très variable (hebdomadaire à annuel), font l'objet d'un dépouillement courant. Toutes les principales revues d'architecture françaises sont présentes, ainsi qu'un certain nombre de revues étrangères (35% des titres environ).

ARCHIRES travaille donc d'abord sur l'actualité des périodiques français d'architecture courante, utiles dans le cadre d'un enseignement pluridisciplinaire. Elle couvre dans une moindre mesure des disciplines connexes telles que l'urbanisme, le paysage, l'art...

ARCHIRES/API/AVERY

...mais qui occupe une niche non investie par les bases anglo-saxonnes

Il s'agit d'une base peu volumineuse par rapport à ses consœurs (l'une et l'autre atteignent près de 200.000 notices) qui contiennent exclusivement le signalement d'articles de périodiques. Sur ce type de document, ARCHIRES représente donc à peine 8 % du volume d'API et d'AVERY, qui proposent également un dépouillement systématique sur une période plus longue, depuis 1977-1978.

Elle connaît un rythme d'accroissement trois à quatre fois moindre qu'API et AVERY.

Comme on pouvait s'y attendre, la proportion est inversée entre ARCHIRES et les bases anglo-saxonnes pour le signalement des titres et/ou documents en langue française et en langue anglaise : 80 à 90 % de français dans ARCHIRES, 10 à 20 % dans API et AVERY.

Le recouvrement des titres a pu être évalué pour API seulement qui signale 42 titres en commun avec ARCHIRES, soit 10% de ses collections.

Il semble donc qu'ARCHIRES ait une place à tenir sur le marché du signalement bibliographique pour l'architecture française, et qu'elle n'est aucunement doublée comme on aurait pu le penser, par les deux grandes bases anglo-saxonnes

3.2.2. Modalités de la production

ARCHIRES

Une structure de production solide et qui s'organise

Le réseau Archir•s est riche d'une trentaine de documentalistes diversement formés au dépouillement de revues et au domaine de l'architecture. La situation d'indépendance des Ecoles a restreint pendant de longues années l'efficacité de la coordination et du fonctionnement du réseau. Une certaine disparité est d'ailleurs encore constatable entre les Ecoles tant dans le nombre de revues dépouillées que dans la régularité des dépouillement et versements dans la base. Cela s'explique en partie par les difficultés rencontrées par certains centres de documentation (déplacements, problèmes de personnel, problèmes techniques...).

Depuis deux ans, c'est-à-dire depuis la mise en place de façon coordonnée de ce nouvel outil de contrôle de la production documentaire qu'est DORIS, le réseau Archires se structure fortement. Quatre administrateurs ont été choisis parmi des documentalistes volontaires des Ecoles parisiennes, bientôt rejoints par les Ecoles de Bordeaux et Nancy. Leur rôle est d'assurer le suivi des versements des notices dans la base, et de corriger les index avant versement des nouvelles notices, ou de façon rétrospective pour les anciennes notices. Un programme de correction a été établi lors de la dernière réunion annuelle du réseau : le premier index à traiter est l'index géographique. L'objectif est que dans un an, tous les index soient « propres ».

Au cours d'un séminaire qui se tient une fois par an, le réseau fait le point sur les besoins du public et les évolutions à envisager, les difficultés des Ecoles et les solutions possibles, les rôles de travail pouvant être adoptés en commun.

Dans ce cadre, des commissions se sont mises en place, parmi lesquelles :

- Une Commission nationale de coordination, qui se réunit deux ou trois fois par an pour suivre et coordonner les projets du réseau,
- Une Commission Périodiques/TPFE, qui assure le suivi de la gestion et de la correction de la base ARCHIRES, et travaille sur les rôles d'indexation et de catalogage : choix des champs UNIMARC à utiliser pour tels types d'informations, rôles d'écriture à respecter...
- Une Commission Thesaurus, qui fait évoluer le thesaurus ARCHIRES, en coordination avec Urbamet,
- Une Commission DORIS-LORIS, qui travaille à l'amélioration de la mise en œuvre du logiciel,
- Une Commission Ouvrages, qui réfléchit à la récupération de notices de monographies à partir de réservoirs tels qu'OCCLC ou la Bibliographie générale de la France, et à l'échange de ces notices entre les Ecoles.

Un coordinateur enfin, joue le rôle d'interface entre les instances des deux Ministères et le réseau Archires, assure la promotion de la base, recherche les financements pour la gestion et l'exploitation de la base.

Des processus de production plus rapides et plus efficaces

Les 90 titres de revue dépouillés dans ARCHIRES sont répartis entre les Ecoles d'architecture sur la base du volontariat, chaque Ecole devant dépouiller au moins un titre. Lors de la réunion annuelle du réseau, la répartition des nouveaux titres est discutée et validée.

Les notices sont en principe envoyées chaque mois sur disquettes au CETE du Ministère de l'Équipement à Lille, où un documentaliste les relit avant qu'elles soient versées dans une base provisoire. Pendant quinze jours, les administrateurs ont alors la possibilité d'effectuer la correction des index et la validation des nouveaux termes. La base provisoire est ensuite versée dans la base de consultation.

En quelques mois, les processus de production ont changé, du fait de la migration de la base sous DORIS, des formations au nouveau logiciel dispensées aux documentalistes, et des possibilités offertes par l'administration à distance : les administrateurs ont testé et corrigé des milliers de notices, et les objectifs de mise à niveau des index d'ici un an ont toutes les chances d'être tenus.

Des règles de production qui s'affinent progressivement

Dès l'origine du réseau et le début de la production de notices papier, il a été convenu de cataloguer les articles dans le format le plus proche possible de l'ISBD. Un manuel de saisie avait été mis au point pour le catalogage dans ISABEL. D'autres règles de sélection et de description ont depuis lors été mises, ou sont en cours d'élaboration par la Commission Périodiques/TPFE du réseau :

- Les revues sont dépouillées article par article, sauf en ce qui concerne les critiques d'ouvrages ou d'expositions, et les brèves d'actualité,
- Chaque revue d'architecture est exhaustivement dépouillée. Une sélection peut être opérée en revanche dans les revues d'art, de design, de paysage,...
- Le catalogage se fait au format ISBD avec un certain nombre de champs à remplir obligatoirement, et un résumé pour lequel aucune longueur n'est préconisée,
- L'indexation est contrôlée par le thesaurus Archires. Aucune profondeur d'indexation n'est définie.

L'exhaustivité du dépouillement sur les revues d'architecture peut être à juste titre considérée comme un critère de qualité. Cependant, elle risque de périaliser ARCHIRES à terme car il n'existe aucune possibilité d'épurer périodiquement la base des signalements devenus obsolètes : la critique d'une exposition, les résultats d'un concours d'architecture ayant eu lieu il y a quinze ans intéressent-ils encore quelqu'un ? En l'absence de champ spécifique pour désigner les types d'articles (article de fond, critique d'exposition, reportage, nécrologie...), l'épuration ne peut se faire qu'à la main, notice par notice.

Les temps de traitement sont d'autant plus rapides (dix minutes) que les articles à analyser sont descriptifs et illustrés. Pour les articles de fond en langue étrangère en revanche, le catalogage et l'indexation peuvent prendre jusqu'à deux ou trois heures par article.

ARCHIRES/API/AVERY

Très peu d'informations sont disponibles sur les structures de production des bases API et AVERY, et aucune sur les processus et les règles de dépouillement. Il apparaît cependant que l'une et l'autre sont produites par des équipes nombreuses ayant probablement connu un fort taux de renouvellement au cours des années : cela est perceptible ne serait-ce qu'au niveau de la qualité des index qui, tout au moins dans AVERY, ne font visiblement l'objet d'aucune correction (cf. ci-dessous).

AVERY applique de façon assez systématique la sélection et le traitement de documents par lots d'articles ou par dossiers, ce qui est peu pratiqué dans API, et très rarement dans ARCHIRES : pour effectuer la comparaison de notices existant dans les trois bases (cf. ci-dessous), il a été relativement difficile de repérer dans AVERY des notices signalant un article seul (et non une succession d'articles), qui soit également signalé dans les deux autres bases.

3.2.3. Qualité documentaire¹⁷

ARCHIRES

Une structure peu claire dans la version en ligne, simplifiée dans la version cédérom

Le tableau ci-dessous présente la liste des zones présentes dans les formats d'affichage d'ARCHIRES sur cédérom. Les zones en italique sont les zones supplémentaires disponibles dans ARCHIRES en ligne. Dans cette version et grâce à DORIS, la plupart des zones sont recherchables et contrôlables au moyen d'un index de monoterme ou d'un index d'expressions.

Zone de la notice	Critère de recherche		Type de contrôle	
	ARCHIRES cédérom	ARCHIRES en ligne	ARCHIRES cédérom	ARCHIRES en ligne
1. Numéro dans la base	/	Oui	/	IM ¹⁸
2. Sujet	/	Oui	/	IM
3. Media	/	Oui	/	IE
4. Type de document	Oui	Oui	IE	IE
5. Titre du document*	Oui	Oui	IE	IE
6. Auteurs	Oui	Oui	IM et IE	IM
7. Auteur secondaire (pour les TPFE)	/	Non	/	/
8. Numéro d'inventaire (pour les TPFE)	/	Non	/	/
9. Organismes (Ecoles d'architecture détenant le document)	Non	Oui	/	IE
10. Sigle développé (pour les textes réglementaires)	Non	Oui	/	IE
11. Directeur (pour les TPFE)	Oui	Oui	IM et IE	IE
12. Titre de périodique	Oui	Oui	IM et IE	IE
13. Source (N°, date, pages... du périodique)	Non	Oui	/	IE
14. Bulletin	/	Oui	/	IE
15. Date de la publication	Oui	Oui	IE	IE
16. Date de versement	/	Oui	/	IM
17. Modalités de diffusion	/	Oui	/	IM
18. ISBN/ISSN	/	Oui	/	IM
19. Thème*	/	Oui	/	IE
20. "Descripteurs comp" (descripteurs complémentaires ?)	/	Oui	/	IE
21. Résumé*	Oui	Oui	IM	IM
22. Concepteur	Oui	Oui	IM et IE	IE
23. Mots clés graphiques*	Oui (un	Oui (un critère		

¹⁷ Voir aussi la partie 4.1.3. du tableau comparatif des bases figurant en annexe 1.

¹⁸ IM : Index des monoterme ; IE : Index des expressions.

Zone de la notice	Crit•re de recherche		Type de contr TM le	
	ARCHIRES cŽdŽrom	ARCHIRES en ligne	ARCHIRES cŽdŽrom	ARCHIRES en ligne
	crit•re unique)	unique + 2 crit•res distincts	IM et IE	IE
24. Localisation*				
25. RŽalisation	Non	Oui	/	IM
26. Ma ^{re} tre d'ouvrage	/	Oui	/	IE
27. Auteur moral/financeur	/	Oui	/	IE
28. Mots thesaurus*	Oui	Oui	IE	IE
29. Langue	Oui	Oui	IM et IE	IE
30. HiŽrarchie gŽographique (pour les dossiers documentaires)	/	Oui	/	IM
31. Cote	Oui	Oui	IE	IE
32. Notes (pour les usuels)	Non	Oui	/	IM
33. Producteur (Ecole ayant produit la notice)	Oui	Oui	IE	IE
34. RŽfŽrence	Non	Oui	/	IM

* Informations Žgalement recherchables dans une zone unique « Mots libres » de la grille de recherche, contrTMlŽe par un index des monoterms.

Dans ARCHIRES en ligne, toutes les informations sont en outre recherchables dans une zone unique « Index gŽnŽral », contrTMlŽe par un index des monoterms.

La structure d'ARCHIRES sur cŽdŽrom est donc plus simple (16 zones en moins) mais Žgalement plus claire que celle d'ARCHIRES en ligne. Celle-ci contient un certain nombre de zones tr•s peu utilisŽes dans ARCHIRES, mais figurant dans la structure commune de toutes les bases du Minist•re de l'Equipeement du CETE de Lille. Les informaticiens ont voulu cette structure commune afin de permettre les interrogations croisŽes sous DORIS. Il s'av•re en fait que ce type d'interrogation n'a pas grande utilitŽ et qu'une structure commune prŽsente plus d'inconvŽnients (dŽfauts de lisibilitŽ) que d'avantages.

Il est ^ noter qu'ARCHIRES, base bibliographique de pŽriodiques, ne contient ni zone Editeur, ni zone Lieu d'Ždition, ni zone ISSN (elle n'existe que dans ARCHIRES en ligne) et que la zone Source ne permet pas d'Žtablir de fa•on automatique un Žtat des collections des pŽriodiques, Ecole par Ecole et titre par titre.

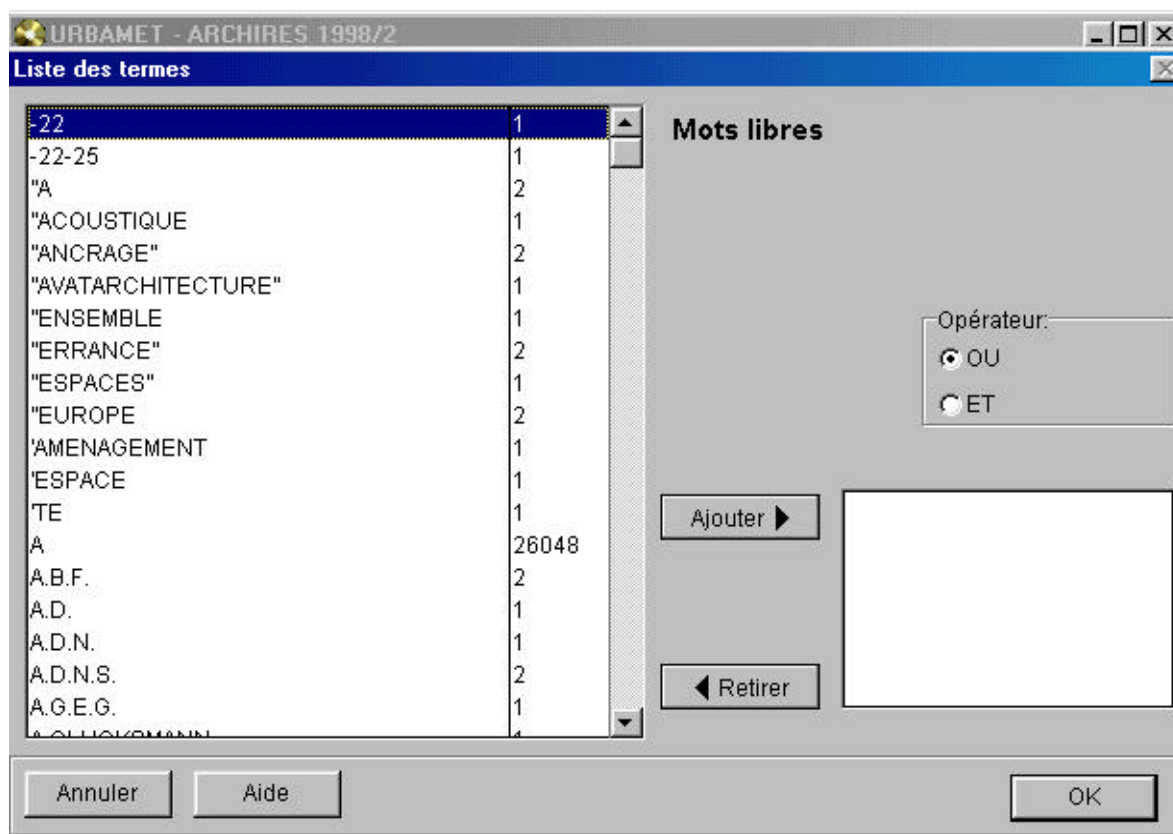
Des index en attente de correction

L'hŽritage d'ISABEL, syst•me non contrTMlŽ, p•se sur la qualitŽ des index. Le nettoyage de ces derniers devrait •tre grandement facilitŽ par DORIS, qui met en ũuvre de nombreux contrTMles de saisie et offres des possibilitŽs de corrections par lots.

Nous prendrons comme exemple l'index des mots libres, qui comprend :

- Des nombres seuls,
- Des nombres précédés d'un tiret ("-"),
- Des séries de nombres ("X - Y"),
- Des monoterms,
- Des monoterms précédés de guillemets,
- Des monoterms entre guillemets,
- Des monoterms précédés d'une apostrophe,
- ...

... toutes ces entrées ayant des occurrences dans la base. Il est évident qu'il s'agit des résultats d'une indexation en texte intégral, ayant consisté à relever toutes les chaînes de caractères figurant entre deux espaces, sans élimination des mots vides ni des caractères typographiques tels tirets, guillemets, apostrophes...



Extrait de l'index des mots libres

Certains index font usage d'abréviations qui ne sont pas toujours explicites ou cohérents. Ainsi, le code "MUL" dans la zone Langue signifie vraisemblablement "multilingue", mais les documents multilingues sont tantôt indexés par "MUL", tantôt par autant de codes que de langues dans lesquelles ils ont été écrits.

ARCHIRES/API/AVERY

Structure, index, compl tude des notices : le trophée de la qualit  pour ARCHIRES

Du point de vue de sa structure, ARCHIRES est plus riche qu'API et AVERY, cette dernière ne comptant que 10 zones.

Précision qui va rassurer les administrateurs malgr  nos critiques, les index d'ARCHIRES, n'ont rien à envier à ceux d'API, et sont nettement meilleurs que ceux d'AVERY qui ne peuvent être utilisés qu'avec une troncature systématique. Ils cumulent en effet des termes qui dans un thesaurus, correspondraient à plusieurs niveaux de hi rarchie. Pour être sûr de retenir tous les crit res de recherche pertinents, il faut parfois faire défiler et s lectionner successivement plusieurs dizaines d'entr es d'index (exemple : Stade, Stade de football, Stade de football de tel ville (150 villes diff rentes), Stade de rugby, Stade de rugby de tel ville (50 autres villes)...) pour avoir quelque certitude d'obtenir un résultat de recherche exhaustif.

Du point de vue de la compl tude des notices (longueur des notices, taille du r sum , nombre de zones renseign es) et de la finesse d'indexation¹⁹ enfin, une comparaison a été faite sur les notices de cinq documents signal s dans les trois bases. ARCHIRES est assez proche d'API (mais en moyenne légèrement supérieure), et a  galement une tête d'avance par rapport à AVERY. La profondeur d'indexation d'ARCHIRES est de 0,4 points plus élevée que chez ses deux consœurs pour les descripteurs du thesaurus, elle est la seule à proposer une indexation par mots clés g ographiques et par mots clés libres (cf. la grille comparative des r sultats en annexe 2, et les 15 notices en annexe 3).

Fraîcheur des données : faiblesse d'ARCHIRES sur les titres étrangers

Une autre investigation a été menée pour comparer la fraîcheur des données dans les trois bases : pour 5 titres de p riodiques (un mensuel français, un bimestriel français, un mensuel américain, un mensuel anglais et un mensuel allemand), combien de notices relève-t-on pour le dernier mois, pour les trois derniers mois, pour les 6 derniers mois, pour l'année en cours, et enfin pour l'année précédant la date de mise à jour des disques ?

Sur les deux titres français, ARCHIRES se situe entre API et AVERY, ceci malgr  les perturbations intervenues en 1998 en raison des blocages de DORIS sur certain versements de notices. En revanche, sa mise à jour est beaucoup plus tardive que pour les deux autres bases sur les trois titres étrangers (cf. la grille comparative des r sultats en annexe 4).

3.2.4. Richesse fonctionnelle et performances²⁰

ARCHIRES

Recherche : convivialité et simplicité d'ARCHIRES sur c d rom, lourdeur et opacité d'ARCHIRES en ligne

¹⁹ Profondeur d'indexation : nombre moyen des descripteurs ou de mots clés par document.

²⁰ Pour le détail des possibilit s offertes en recherche, affichage et exploitation des r sultats, voir la partie 4.1.3. du tableau comparatif des bases figurant en annexe 1.

Autant la recherche sur le cŹdŹrom est simple et immŹdiate, autant elle est complexe et incertaine dans la version en ligne. Ce commentaire peut globalement ętre fait sur l'ensemble des fonctionnalitŹs des deux versions.

Le formulaire de recherche, unique, proposŹ dans le cŹdŹrom, contient 13 champs dont les contenus peuvent ętre combinŹs entre eux, soit ę l'intŹrieur d'un champ soit d'un champ ę l'autre, par les trois opŹrateurs boolŹens Et, OU, SAUF. La saisie d'une recherche est assistŹe par l'affichage et la sŹlection dans des index de monoterms et/ou d'expressions. Cinq champs sont contręmlŹs par les deux types d'index, ce qui est particuliŹrement exceptionnel et intŹressant : rares sont les bases de donnŹes documentaires qui proposent simultanŹment ces deux formes de contręmle. Les index s'affichent avec leurs occurrences. Il est possible de sŹlectionner plusieurs critŹres dans un index avant de les importer en une fois dans la grille de recherche, il est Źgalement possible de les combiner entre eux avant cette importation.

Grille de recherche d'ARCHIRES sur cŹdŹrom

Dans la version en ligne, la puissance de DORIS et les multiples combinaisons possibles sur les 36 tables de la base dŹcuplent la potentialitŹ des performances par rapport au cŹdŹrom... ę condition de savoir s'en servir. Entre autres questions que peut se poser un utilisateur nŹophyte : quel mode de recherche (monocritŹre, multicritŹre, assistŹe) ai-je intŹrę t de choisir ? En quoi la recherche assistŹe est-elle assistŹe ? Quelle diffŹrence y a-t-il entre les critŹres ThŹme, Sujet, Mot du thesaurus, Descripteur libre ? Faut-il poser la requęte successivement ou simultanŹment sur ces diffŹrents index ? De quelle faŹon combiner les critŹres dans le mode de recherche multicritŹre ? Comment lancer la recherche

une fois les critères saisis ? Comment exploiter l'historique des recherches afin de modifier les critères initiaux ?

Le plus embarrassant est sans doute la redondance (apparente ou réelle ?) des index, dont l'écran qui suit donne un aperçu : on ne sait pas quelle est la différence entre la liste des critères de la colonne de gauche, porteurs d'un simple numéro, et la liste des critères de la colonne de droite (tables ?), dont le numéro est précédé d'un « T ». On ne saisit pas le sens des lettres minuscules (m, d, t, i, q, r) qui suivent entre parenthèses les intitulés de critères. Aucune réponse à ces questions ne figure dans l'aide en ligne. L'utilisateur désorienté comprend qu'une requête peut être formulée de multiples façons, et constate après plusieurs tâtonnements que les résultats obtenus peuvent être très différents d'une formulation à l'autre.

01 - Index général (m)	T01 - Media (r)
02 - Sujet (m)	T02 - Type de document (r)
03 - Titre (m)	T05 - Modalité diffusion (r)
04 - Auteur (m)	T06 - Bulletin (r)
05 - Source bibliographique (d)	T07 - Coproducteur (r)
06 - Isbn Issn Ism (d)	T08 - Auteur moral/Financier (r)
07 - Date publication (n)	T09 - Auteur physique (r)
08 - Date versement (t)	T10 - Maître d'oeuvre/Maître d'ouvrage (r)
09 - N° dans la base (d)	T11 - Réalisation Archives (r)
10 - Cote (d)	T12 - Revue (r)
11 - Identifiant (i)	T13 - Langue (r)
12 - Média (d)	T14 - Thème (r)
13 - Hiérarchie géo (m)	T16 - Thesaurus matière (r)
15 - Notes (m)	T17 - Descripteur complémentaire (r)
16 - Financier (m)	T18 - Mot-clé libre (r)
17 - Lieux (geo + loc) (m)	T19 - Thesaurus Géographique (r)
Q_Base - Archives (q)	T20 - Localisation (r)

Affichage de la liste des index dans la grille de recherche d'ARCHIRES en ligne

Il est donc exclu d'envisager de mettre en l'état ARCHIRES en ligne entre les mains d'utilisateurs autres que des documentalistes rompus aux techniques de recherche documentaire.

Affichage et exploitation des résultats : la version en ligne en retrait par rapport au cédérom

ARCHIRES en ligne propose deux formats d'affichage (dont le format complet sous trois présentations différentes) contre trois pour le cédérom. L'encore, il est beaucoup plus simple de passer d'un format à l'autre, de sélectionner des notices, de les imprimer... à partir du cédérom qu'à partir de la version en ligne. Faiblesse de DORIS par ailleurs, les résultats sont présentés dans l'ordre où les notices ont été saisies dans la base, il ne semble pas possible de les trier autrement (moins que cette fonction soit activable par une commande secrète que nous n'avons pas su découvrir).

Le format d'affichage est adapté au type de document dans les deux versions.

Dans ARCHIRES sur cŕdŕrom, on remarque ^ l'affichage l'absence de deux crit•res qui figurent pourtant dans la grille de recherche : il s'agit du type de document et de la date de publication.

ARCHIRES/API/AVERY

Des fonctionnalitŕs ŕquivalentes

Du point de vue fonctionnel, ARCHIRES est assez comparable ^ API qui ne propose pas d'historique de recherche ni ne permet de sauvegarder une ŕquation, mais qui sait ŕlargir la recherche sur des termes ayant une orthographe et/ou une prononciation avoisinante. C'est le concept de recherche floue ("sounding like" en anglais), existant aussi dans DORIS mais non mise en ŕuvre pour ARCHIRES.

AVERY, d'une conception plus ancienne, est un peu en de• ^ du niveau d'ARCHIRES. Si l'on ne souhaite pas se cantonner ^ la recherche monocrit•re sur index, il faut apprendre toute une syntaxe d'interrogation ^ laquelle les utilisateurs de Windows ne sont plus habituŕs. Cependant, elle est la seule ^ proposer le tri avant affichage, et jusqu' 6 crit•res simultanŕs.

ARCHIRES sur cŕdŕrom se distingue par ses ŕditions de notices en format complet, d'une prŕsentation agrŕable (cf. les exemples de notices en annexe 3).

Des performances proportionnellement variables

Une derni•re comparaison entre les trois bases a ŕtŕ tentŕe sur le nombre de notices qu'elles annoncent en rŕponse ^ une m•me requ•te, sans qu'on puisse en tirer aucune conclusion. Les 30 recherches posŕes ont portŕ sur 1 ^ 3 crit•res, 5 d'entre elles concernent des questions en marge de l'architecture. La comparaison des rŕsultats entre ARCHIRES sur cŕdŕrom ; ARCHIRES en ligne ; ARCHIRES en ligne ^ l'exclusion des TPFE ; API ; API fran•ais (documents en langue fran•aise) ; AVERY ; et AVERY fran•ais, n'est gu•re significative, le plus grand nombre de rŕponses ŕtant ramenŕ par tantTM l'une, tantTM l'autre des bases, sans explication apparente.

Hormis sur les crit•res factuels (nom d'architecte, lieu), ce type de comparaison est rendu tr•s alŕatoire par les incertitudes de la traduction.

(cf. la grille comparative des rŕsultats en annexe 5).

3.2.5. Ergonomie de l'interface

Cette partie est traitŕe par Cŕcile Montarnal. Cf. Le document prŕsentŕ en annexe.

ARCHIRES

Nous souhaitons cependant apporter quelques ŕlŕments complŕmentaires ^ l'ŕvaluation d'ARCHIRES en ligne, dont l'interface est la plus dŕplorable de toutes les bases que nous avons eu l'occasion de consulter pour les besoins de cette ŕtude. Le logiciel DORIS n'a visiblement subi aucune adaptation permettant de le mettre entre les mains d'un plus grand nombre d'utilisateurs, son paramŕtrage est restŕ limitŕ au strict minimum par rapport ^ la version "brute" con•ue par Ever pour •tre adaptable ^ n'importe quels types de besoins documentaires. C'est probablement la raison principale pour laquelle seuls l'utilisent les administrateurs de la base, accoutumŕs ^ la manipuler.

Quelques défauts parmi d'autres, relevés rapidement lors des consultations :

- Ouverture d'une session sur une fenêtre vide. L'utilisateur novice n'a à sa disposition que la barre des menus, qu'il doit dérouler un à un pour repérer la commande qui lui permette de démarrer sa recherche.
- Dans le mode de recherche multicritère, multiplicité des index (au nombre de 26) dont certains paraissent redondants entre eux (voir commentaires ci-dessus) et dont l'utilisateur ne sait pas précisément ce qu'ils recouvrent.
- Les étiquettes tronquées de certains critères ne facilitent pas la compréhension de ces derniers ("Descripteur comp").
- Une fois saisis les critères de recherche, aucun bouton sur la fenêtre en cours ne permet de lancer la recherche : il faut aller chercher la commande « Evaluer » (!) dans le menu Outils, ou bien encore la touche "F9".
- L'aide en ligne est limitée aux rubriques standards (définition de termes techniques et documentaires, présentation sommaire des commandes) qui figurent probablement dans le logiciel pratiquement à toute adaptation ou paramétrage. Elle est très insuffisante pour permettre l'appréhension de la manipulation d'une base telle qu'ARCHIRES : l'utilisateur n'a pas besoin en général qu'on lui rappelle les principes de la logique booléenne, il est important en revanche qu'on lui explique comment inscrire et combiner les opérateurs à l'intérieur d'un champ, entre les champs, s'il doit inscrire ou non les parenthèses, ce que recouvre exactement tel et tel critère de recherche, etc.
- Les index ne s'affichent que pour un petit nombre d'entrées à la fois, il n'est pas possible de les faire défiler rapidement.
- Il n'existe aucune différence apparente entre l'affichage standard et l'affichage court.

L'amélioration de l'interface d'ARCHIRES en ligne, que ce soit pour les besoins d'un utilisateur novice ou d'un utilisateur expert, mériterait la rédaction d'un véritable cahier des charges de paramétrage.

Grille de recherche d'ARCHIRES en ligne

ARCHIRES/API/AVERY

En comparaison d'ARCHIRES en ligne, ARCHIRES sur cŕdŕrom est d'une utilisation tr•s reposante. Elle n'atteint cependant pas le niveau de la base API, qui est de loin la plus conviviale et la plus soignŕe dans sa prŕsentation : interface Windows, clartŕ des menu et des boutons de commande, ŕcrans aŕrŕs, complŕtude de l'Aide en ligne, existence d'un manuel d'utilisation de 50 pages disponible sur le disque au format PDF.

AVERY prŕsente l'interface la plus rustique car en mode caract•re, mais d'une utilisation extr•mement simple et intuitive.

3.2.6. ARCHIRES et ses utilisateurs

Un public unique : les ŕtudiants des Ecoles d'architecture...

La cible visŕe par ARCHIRES est jusqu'ˆ ce jour exclusivement le public des centres de documentation des Ecoles d'architecture, c'est-ˆ-dire principalement (de 80 ˆ 90%) les 13.000 ŕtudiants, et dans une bien moindre mesure, les enseignants des Ecoles. Ces derniers ont tendance ˆ confier leurs recherches aux documentalistes plutˆt qu'ˆ consulter eux-m•mes le cŕdŕrom. Sans doute ce comportement changerait-il s'ils pouvaient accŕder au disque en se connectant au rŕseau, depuis leur bureau.

Les ŕtudiants au contraire, effectuent leurs recherches de fa•on totalement autonome, si bien que les documentalistes ont peu de retours sur les pratiques de consultation et les questions posŕes, sauf en cas de difficultŕ. Il semble que la base satisfasse parfaitement les besoins bibliographiques jusqu'au niveau de la 4•me annŕe. Son utilisation est en tous cas jugŕe tr•s facile.

Les bibliothèques des Ecoles étant ouvertes au public extérieur, il arrive qu'ARCHIRES soit consultée par un public autre, constitué essentiellement d'architectes ou d'enseignants du secondaire. La demande est alors un peu plus technique.

... pour un support unique : le cédérom

Hormis les quatre administrateurs de la base qui effectuent chaque mois les corrections d'index, la version d'ARCHIRES en ligne n'est qu'exceptionnellement consultée par les documentalistes des Ecoles, lorsqu'il leur est soumis une recherche d'actualité sur des documents n'ayant pu encore être signalés dans le disque. De l'aveu même des administrateurs, la pratique de DORIS n'est pas du tout aisée, elle oblige à une redécouverte fastidieuse des commandes à chaque opération mensuelle de correction des index.

Le nombre de consultations n'est pas quantifiable, le cédérom étant en permanence accessible libre dans les bibliothèques et ne disposant pas d'une fonction de comptabilisation des accès. Le poste de consultation est cependant occupé pendant au moins un tiers du temps.

Une question se pose, concernant la pertinence de faire voisiner sur le même disque ARCHIRES et URBAMET : elle semble peu probante du côté des utilisateurs d'ARCHIRES qui consultent apparemment très peu URBAMET ; elle est nulle du côté des utilisateurs d'URBAMET qui fréquentent le CDU²¹. La question mériterait d'être posée à d'autres destinataires du cédérom URBAMET & ARCHIRES, mais y en a-t-il ?

Des pratiques de recherche simples...

Les critères de recherche sont, en toute, le type de bâtiment, l'architecte, le lieu (qui a fait quoi, à quel endroit ?). Les étudiants s'intéressent presque autant aux TPFE (tel sujet a-t-il déjà été traité ?) qu'aux articles de périodiques, d'autant que beaucoup d'Ecoles ont catalogué rétrospectivement l'arrière des TPFE, remontant au début des années 1970.

L'utilisation du thesaurus ne semble pas poser de difficulté, les étudiants étant habitués à s'en servir pour rechercher dans le fichier des ouvrages. Mais à la recherche par des descripteurs contrôlés, ils préfèrent la recherche par mots libres sur toute les zones de la notice. De même, ils répugnent à construire des équations complexes, bien que l'interface s'y prête, et combinent rarement plus de deux critères, en utilisant de préférence l'opérateur ET.

Il a été remarqué enfin que les recherches sont suivies de façon assez systématique par une consultation du document primaire, c'est-à-dire que les étudiants utilisent rarement ARCHIRES à des fins purement bibliographiques.

... mais pour lesquelles une évolution se dessine

Il semble que les demandes évoluent lentement vers les aspects sociologiques, pour lesquels il n'existe pas de critère d'accès aussi direct que peut l'être un nom d'architecte ou un nom géographique. L'interrogation par des concepts plus abstraits (exemple : un bâtiment ou un ensemble de bâtiments caractérisés par une fonction sociologique, tels

²¹ Et pour cause : c'est le cédérom URBADISC qui est proposé en consultation au CDU, et non le cédérom URBAMET & ARCHIRES.

que "entrée de ville", "point focal pour la restructuration urbaine") aboutit à des r sultats évidemment plus discutables que par des crit res factuels, qui représentent encore aujourd'hui 70% des besoins. C'est là que le thesaurus retrouve toute son importance, y compris dans le cadre de recherches en texte int gral.

3.3. **Conclusions et suggestions d'améliorations**

Un positionnement honorable

L'une des questions sous-jacentes au d marrage de cette étude était : ARCHIRES a t-elle une place à tenir sur le marché des bases bibliographiques de l'architecture, son existence se justifie t-elle, face à ses deux grandes concurrentes qui couvrent un panel plus étendu de collections de p riodiques sur une p riode plus longue ?

La r ponse est sans conteste positive : non seulement le fonds des p riodiques français trait s par ARCHIRES est loin d'être totalement signalé par API et AVERY - le fonds des TPFE ne l'étant naturellement pas du tout - , mais encore les r sultats comparatifs des trois bases sont beaucoup plus encourageants que ce à quoi l'on aurait pu s'attendre : une compl tude et une qualit  documentaire des notices égale ou supérieure, une plus grande fraîcheur des données sur les titres français, des performances au moins  quivalentes, une bonne ergonomie pour la version sur c d rom.

Le dépouillement des p riodiques français - ou francophones - est donc un bon créneau pour ARCHIRES, que sans doute pourrait-elle investir mieux encore en augmentant le signalement des titres régionaux et à diffusion plus restreinte, et des titres européens : sa préoccupation a d'abord été jusqu'ici les titres courants de l' dition nationale parce qu'ils sont reçus dans les Ecoles.

ARCHIRES pour un public plus large ?

De fait, l'ad quation de la base à son public actuel, composé exclusivement des  tudiants des Ecoles d'architecture, ne fait aucun doute.

Mais la question de l'ad quation d'ARCHIRES à un public plus large mérite d'être posée. Elle ne manquera d'ailleurs pas de l'être au cours de la mise en place du projet de la Cité de l'architecture, a fortiori si à court ou moyen terme une diffusion d'ARCHIRES via Internet était envisag e, ce que le serveur Web de DORIS rend immédiatement possible. Le futur établissement public en effet, est tout- fait désigné pour constituer à la fois une structure de diffusion d'ARCHIRES, en ligne et/ou hors ligne, ainsi qu'un soutien pour la coordination de la production.

Quel pourrait être ce nouveau public ?

Le caractère tout à la fois descriptif et technique des indexations dans ARCHIRES ne pourrait que retenir un public professionnel d'architectes et de bureaux d'études, mais des utilisateurs spécialisés ne manqueraient pas aussi d'exprimer une demande sur des rapports d'études et de recherches, sur la littérature grise de façon générale, telle que les rapports du Bureau de recherche architecturale produits par des laboratoires des Ecoles d'architecture et aujourd'hui signal s dans URBAMET.

Un public de chercheurs et d'historiens serait sans doute un peu frustr  par l'absence de dépouillement rétrospectif : les premiers numéros des grandes revues d'architecture

remontent aux années 1950, ARCHIRES ne démarre quant à elle que quarante ans plus tard. Une demande importante est ressentie sur cette période, même de la part des seuls étudiants. Dans l'hypothèse où les Ecoles sauraient reconstituer la collection des notices bibliographiques qu'elles ont fait paraître de 1972-1973 dans le *Bulletin signalétique des revues d'architecture*, la saisie de ces notices permettrait à moindre frais de combler la moitié de la production.

À l'opposé, le grand public s'attendrait sans doute à trouver dans une telle base le signalement de monographies, voire d'ouvrages de vulgarisation sur l'architecture qu'ARCHIRES a toujours délégué : d'une part, se lancer dans une telle voie ne pouvait être une priorité pour le réseau qui s'est toujours maintenu dans une perspective d'enseignement spécialisée ; d'autre part, le fonds des monographies des Ecoles n'a jamais été intégré dans ARCHIRES en raison des difficultés organisationnelles posées par la répartition du catalogage entre les documentalistes, qui signalent leurs propres fonds dans les catalogues locaux largement redondants entre eux. Si les Ecoles réussissent à mettre en place, comme cela est projeté, un système de catalogage partagé et d'échange de notices pour leurs monographies, rien n'empêchera plus le reversement de ces notices dans ARCHIRES.

Il faut rappeler toutefois que si ARCHIRES devait s'ouvrir à un public plus large, il serait nécessaire de prévoir une version excluant les notices des TPFE, non communicables à l'extérieur des Ecoles.

Les conditions d'une ouverture

ARCHIRES est une base bibliographique qui peut facilement être à la hauteur de ses concurrentes anglo-saxonnes ouvertes au grand public, elle s'en est donné progressivement les moyens :

- Ses objectifs et sa stratégie de production sont clairement définis,
- Sa structure de production est aujourd'hui coordonnée,
- Sa qualité documentaire n'a pas à envier celle d'API et d'AVERY,
- Son outil de production est puissant et performant.

Outre l'intégration de nouveaux types de documents évoquée ci-dessus et qui devra être définie en fonction de l'évolution que souhaitera se donner le réseau, la diffusion d'ARCHIRES dans une structure plus ouverte que les Ecoles d'architecture, à un public plus large que les étudiants d'architecture, nécessite encore quelques efforts :

- La mise à jour de la base doit se faire dans des délais acceptables, surtout si une version Web était envisagée : au moins pour les revues les plus importantes, les articles devraient être signalés deux mois plus tard après leur parution.
- Pour respecter ces délais, un suivi plus strict de la production doit être assuré, sans qu'une pression trop forte - qui n'aurait vraisemblablement que peu d'effets - soit exercée pour autant sur les Ecoles : peut-être faut-il pour cela préciser encore les règles de production, définir la liste des titres à traiter prioritairement, et revoir en conséquence la répartition des dépouillements entre les Ecoles.
- Ce suivi ne pourrait être que facilité, si au lieu d'être partagé entre quatre ou six documentalistes, la fonction d'administrateur de la base pouvait être assurée par une personne à temps plein, ce que justifierait l'évolution d'ARCHIRES.

- Le respect des délais suppose aussi naturellement que les difficultés techniques de transfert soient résolues pour toutes les Ecoles, qu'elles disposent ou non de DORIS.
- Enfin, les possibilités d'accès aux documents primaires doivent être garanties : mise à jour systématique des états de collections ; signalement des localisations par les Ecoles, au cas où le développement du prêt entre bibliothèques ou de la fourniture de photocopies serait accepté ; renvoi des utilisateurs vers des bibliothèques publiques disposant d'un fonds équivalent et/ou pouvant assurer le prêt inter ; renvoi des utilisateurs vers l'INIST...

1.

4. Annexes

1.1.

4.1. Annexe 1 : tableau comparatif des bases ARCHIRES, AVERY, APId et BODIL

4.1.1. IDENTITE	ARCHIRES sur cŹdŹrom	ARCHIRES en ligne	ARCHITECTURE DATABASE (API)	AVERY ARCHITECTURE INDEX	BODIL
Producteur	RŹseau ARCHIRES		Royal Institute of British Architects	Avery architectural and fine arts library	Byggdok (institut suŹdois de documentation sur la construction)
Pays	France		Grande Bretagne	Etats Unis	Su • de, Danemark, Finlande, Norv • ge
Langue	fran • ais		anglais	anglais	suŹdois
Nature des donnŹs	bibliographiques		bibliographiques	bibliographiques	bibliographiques
Date de dŹmarrage	1993		1978	1977	1975
Supports	cŹdŹrom	acc • s en ligne	<ul style="list-style-type: none"> cŹdŹrom (APId²²) acc • s en ligne (serveur DIALOG) 	<ul style="list-style-type: none"> cŹdŹrom acc • s en ligne (serveur RLG) Internet Uunet (rŹseau US) 	acc • s en ligne (serveur BYGGDOK)
FrŹquence des mises ^ jour	semestrielle	mensuelle	<ul style="list-style-type: none"> cŹdŹrom : trimestrielle en ligne : mensuelle 	quotidienne	quotidienne
Diffusion	restreinte (public des biblioth • ques des Ecoles d'architecture)	restreinte (public des biblioth • ques des Ecoles d'architecture)	tous publics abonnŹs	tous publics abonnŹs	tous publics abonnŹs

²² Architectural Publications Index on disc.

4.1.1. IDENTITE	ARCHIRES sur cŽdŽrom	ARCHIRES en ligne	ARCHITECTURE DATABASE (API)	AVERY ARCHITECTURE INDEX	BODIL
Conditions de commercialisation	5.000 FHT/an pour deux Žditions des deux cŽdŽroms Urbadisc et Archires/Urbamet	coŹt de la communication avec Lille	<ul style="list-style-type: none"> cŽdŽrom monoposte : 7.000 F/an cŽdŽrom rŽseau, jusqu'ˆ 3 utilisateurs : 11.200 F/an cŽdŽrom rŽseau, jusqu'ˆ 6 utilisateurs : 14.000 F/an en ligne : inscription 295 \$ (± 1.770 F), abonnement annuel : 72 \$ (± 432 F) 	<ul style="list-style-type: none"> 3,55 \$ (± 21 F) par heure de connexion (8,05 \$ (± 48 F) sur UUnet + 55 \$ (± 330 F) d'abonnement annuel) 	<p>Deux tarifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Abonnement annuel ± 5.180 F, que l'on consomme ˆ raison de ± 4,44 F par minute de connexion et ± 5,92 F par notice affichŽe en format complet Abonnement annuel ± 888F auxquels on ajoute ±7,40 F par minute de connexion et ± 5,92 F par notice affichŽe en format complet
Interface graphique	oui	oui	oui	cŽdŽrom : non	?

4.1.2. COUVERTURE		ARCHIRES sur cŽdŽrom		ARCHIRES en ligne		ARCHITECTURE DATABASE		AVERY ARCHITECTURE INDEX		BODIL	
Date de la version ŽtudiŽe		1998		1999		1998		1997		/	
Nombre de notices		27.139		30.252		195.888		198.723		150.000	
Accroissement annuel	Nombre de notices	4.850 (de juin 98 ^ mai 99, pŽriode exceptionnelle) ; au plus 3.500 en temps normal				12.000		15.000		7.500	
	Pourcentage	16 % (de juin 98 ^ mai 99, pŽriode exceptionnelle) ; au plus 12% en temps normal				6 %		7,5 %		0,05 %	
Types de sources		Nombre de notices	Pourcentage	Nombre de notices	Pourcentage	Nombre de notices	Pourcentage	Nombre de notices	Pourcentage	Nombre de notices	Pourcentage
Articles de pŽriodiques		15.692	58 %	17.263	57 %	173.495	89 %	198.723	100 %	75.000	50 %
Monographies		2	< 0,1 %	2	< 0,1 %	22.277	11 %	/	/	?	?
Documents audiovisuels		/	/	/	/	116	< 0,5 %	/	/	/	/
Travaux d'Žl• ves ²³		11.321	42 %	12.863	43 %	/	/	/	/	?	?
Catalogues d'expositions, plaquettes, actes de congr• s		93	< 0,5 %	93	< 0,5 %	/	/	/	/	?	?
Autres ²⁴		31	< 0,5 %	31	< 0,5 %	/	/	/	/	?	?
Dates des documents		1872 - 1998		1872 - 1999		1820 - 1998		1977 - 1999		?	
Nombre de titres de revues dŽpouillŽs	total	148		155		396		pr• s de 800		300	
	en fran• ais	98		108		81		36 ?		moins de 3	
	en anglais	17		17		175		82 ?		57	
	autres	33		30		140		680 ?		240	
Documents en fran• ais	Nombre de notices	21.393		23.958		11.473		17.614		?	
	Pourcentage	79 %		79 %		6 %		9 %		?	
Documents	Nombre de notices	3.601		3.950		141.352		141.044		30.000	

²³ Travaux personnels de fin d'Žtude (TPFE), rapports de recherche, mŽmoires, th• ses,...

²⁴ Usuels, dossiers documentaires, textes juridiques...

4.1.1. IDENTITE		ARCHIRES sur cŽdŽrom	ARCHIRES en ligne	ARCHITECTURE DATABASE (API)	AVERY ARCHITECTURE INDEX	BODIL
en anglais	Pourcentage	13 %	13 %	72 %	71 %	20%

4.1.3. QUALITE DOCUMENTAIRE	ARCHIRES sur cŁdŁrom	ARCHIRES en ligne	ARCHITECTURE DATABASE	AVERY ARCHITECTURE INDEX	BODIL
<u>Format</u> Formats adaptŁs aux types de documents	oui	oui	oui	oui (articles de pŁriodiques uniquement)	? ?
Nombre de zones dans le format	20 au plus (variable selon le type de document et la complŁtude de la notice)	26 au plus (variable selon le type de document et la complŁtude de la notice)	21 au plus (variable selon le type de document et la complŁtude de la notice)	10	?
<u>Recherche</u> Nombre de modes de recherche	1 (par formulaire)	3 (monocritŁre, multicritŁre, assistŁe (affichage des index))	2 (par formulaire et par Łquation)	2 (multicritŁre par Łquation et monocritŁre sur index)	? ?
Nombre de critŁres de recherche	13	20	12 ^ 26, selon le type de document	15	?
Recherche contrŁŁe sur index (nombre d'index)	oui (18, dont 7 index des mots et 11 index des expressions)	oui (36 index, mots ou expressions)	oui	oui (13 index)	?
Recherche plein texte	oui, sur toutes les zones de la notice	oui, sur toutes les zones de la notice	oui, sur toutes les zones de la notice	oui, sur toutes les zones de la notice	?
OpŁrateurs boolŁens Ł l'intŁrieur d'une zone	oui	oui	oui	opŁrateurs boolŁens entre deux critŁres quel que soit leur emplacement (Ł l'intŁrieur d'une mŁme zone ou non)	?
OpŁrateurs boolŁens entre les zones	oui	oui	oui		?
OpŁrateurs de proximitŁ	non	non	oui	non	?
Troncature	oui (droite)	oui (gauche, droite, centrŁe)	oui (gauche et droite)	oui (droite)	?
Historique de recherche	non	oui	non	non	?
Sauvegarde de recherches	oui	oui	non	non	?
Autres	/	<ul style="list-style-type: none"> sur le critŁre descripteurs, Łlargissement des recherches aux synonymes 	<ul style="list-style-type: none"> Recherche floue (« sounding like » 	/	?

4.1.3. QUALITE DOCUMENTAIRE (suite)	ARCHIRES sur cĹdĹrom	ARCHIRES en ligne	ARCHITECTURE DATABASE	AVERY ARCHITECTURE INDEX	BODIL
<u>Affichage des rĹultats</u> Nombre de formats d'affichage	3 (liste, court, long)	2 (liste, complet (avec 3 prĹsentations diffĹrentes))	2 (liste (une seule zone ^ choisir) et complet)	3 (liste, complet, zones utilisĹes seulement)	? ?
Nombre de critĹres de tri simultanĹs	1	/	1	6	?
<u>Exploitation des rĹultats</u> SĹlection dans les rĹultats	oui	oui	oui	oui	? ?
Impression des rĹultats	oui	oui	oui	oui	?
Sauvegarde des rĹultats	oui	non	oui	oui	?
<u>Aide</u>	Aide en ligne sommaire	Aide en ligne trĹs sommaire	<ul style="list-style-type: none"> • Aide en ligne complĹte • Support d'aide en format PDF trĹs complet 	Aide en ligne sommaire	?

4.2. Annexe 2 : comparaison des notices d'ARCHIRES, API et AVERY pour 5 mêmes articles de périodiques

	ARCHIRES	API	AVERY
Lot des 5 notices			
Profondeur d'indexation mots-clés graphiques	1,4	/	/
Profondeur d'indexation mots-clés thesaurus	5,2	4,8	4,8
Profondeur d'indexation mots-clés libres	0,8	/	/
Notice 1 (article de <i>Moniteur architecture</i> , 1996)			
Nombre de caractères dans la notice	648	583	408
Nombre de zones renseignées	11	13	10
Taille du résumé (en nombre de mots)	49	49	20
Nombre de zones communes / Archires	/	8	7
Notice 2 (Article d' <i>Architecture d'aujourd'hui</i> , 1996)			
Nombre de caractères dans la notice	495	553	401
Nombre de zones renseignées	13	13	10
Taille du résumé (en nombre de mots)	28	30	18
Nombre de zones communes / Archires	/	8	7
Notice 3 (article d' <i>Architectural record</i> , 1997)			
Nombre de caractères dans la notice	594	452	361
Nombre de zones renseignées	11	13	10
Taille du résumé (en nombre de mots)	36	19	13
Nombre de zones communes / Archires	/	8	7
Notice 4 (article d' <i>Architectural review</i> , 1996)			
Nombre de caractères dans la notice	392	298	356
Nombre de zones renseignées	11	12	9
Taille du résumé (en nombre de mots)	26	3	16
Nombre de zones communes / Archires	/	7	6
Notice 5 (article de <i>Baumeister</i> , 1995)			
Nombre de caractères dans la notice	359	906	281
Nombre de zones renseignées	8	13	10
Taille du résumé (en nombre de mots)	19	118	12
Nombre de zones communes / Archires	/	6	6

4.3.

Annexe 3 : notices d'ARCHIRES, API et AVERY pour 5 mêmes articles de périodiques

4.4. Annexe 4 : comparaison de la fraîcheur des données dans ARCHIRES, API et AVERY

	ARCHIRES	API	AVERY
Date de dernière mise à jour	2e semestre 1998	31/12/98	1997
Moniteur architecture (mensuel français)			
Nombre de notices du mois n-1	0	0	0
Nombre de notices des mois n ^ n-3	0	0	17
Nombre de notices des mois n ^ n-6	13	0	57
Nombre de notices de l'année de mise à jour	13	44	146
Nombre de notices de l'année précédant la mise à jour	85	88	128
Architecture d'aujourd'hui (bimestriel français)			
Nombre de notices du mois n-1	0	0	0
Nombre de notices des mois n ^ n-3	21	0	16
Nombre de notices des mois n ^ n-6	27	10	42
Nombre de notices de l'année de mise à jour	27	35	97
Nombre de notices de l'année précédant la mise à jour	38	56	150
Architectural record (mensuel américain)			
Nombre de notices du mois n-1	0	0	8
Nombre de notices des mois n ^ n-3	0	43	34
Nombre de notices des mois n ^ n-6	0	101	68
Nombre de notices de l'année de mise à jour	0	239	163
Nombre de notices de l'année précédant la mise à jour	28	196	169
Architectural review (mensuel anglais)			
Nombre de notices du mois n-1	0	6	19
Nombre de notices des mois n ^ n-3	0	24	58
Nombre de notices des mois n ^ n-6	28	55	128
Nombre de notices de l'année de mise à jour	28	95	226
Nombre de notices de l'année précédant la mise à jour	112	102	222
Baumeister (mensuel allemand)			
Nombre de notices du mois n-1	0	4	0
Nombre de notices des mois n ^ n-3	0	12	12
Nombre de notices des mois n ^ n-6	0	26	46
Nombre de notices de l'année de mise à jour	0	65	155
Nombre de notices de l'année précédant la mise à jour	90 (1996)	52	188

jour			
------	--	--	--

4.5.

Annexe 5 : comparaison des résultats obtenus à l'issue d'une même recherche dans ARCHIRES, API et AVERY

4.6.

Annexe 6 : le projet ARCHI-DOC du CSTB